



fr



Union européenne
Politique régionale

info regio

| N° 14 | Septembre 2004 | **panorama**



Le Fonds de cohésion

Un renfort pour la solidarité européenne

Sommaire

La cohésion redessinée à l'horizon 2007

Le 14 juillet 2004, la Commission européenne a adopté ses propositions législatives pour la réforme de la politique de cohésion (période 2007-2013)

Le Fonds de cohésion, *un renfort pour la solidarité européenne*

Le Fonds de cohésion en mutation

Apparenté aux Fonds structurels, le Fonds de cohésion se présente davantage comme un cousin germain que comme un membre de la famille rapprochée. Depuis 1994, il a conservé ses objectifs et modalités de mise en œuvre spécifiques tout en parvenant à un degré de coordination élevé avec le Fonds européen de développement régional. Aujourd'hui, dix ans après, le Fonds de cohésion entame une nouvelle étape de son existence en accueillant, le 1^{er} mai 2004, dix nouveaux États bénéficiaires.

Témoignage: Pologne

Quatre années d'ISPA: de la préadhésion à la cohésion

Fondés tous les deux sur le même concept, l'Instrument structurel de préadhésion (ISPA) et le Fonds de cohésion présentent un grand nombre de traits communs. Depuis sa création en 2000, l'ISPA a cofinancé plus de 300 grands projets d'infrastructures de transport et d'environnement dans les pays candidats d'Europe centrale et orientale.

L'ISPA en action: Hongrie, Roumanie, Slovaquie, Bulgarie

Galice (Espagne): échec aux déchets

Pour se conformer aux normes environnementales européennes et développer durablement son économie après avoir subi plusieurs catastrophes écologiques, la Galice a entrepris un vaste programme de gestion des eaux usées et des déchets solides. Le Fonds de cohésion finance une grande partie des investissements nécessaires.

Témoignages: Irlande, Portugal

Le Fonds de cohésion en action: Grèce, Irlande, Espagne, Portugal

Troisième Forum européen sur la cohésion: un temps fort pour l'avenir des régions

Les 10 et 11 mai 2004, la Commission a organisé à Bruxelles le troisième Forum européen sur la cohésion. Ce grand débat a permis de recueillir les contributions de l'ensemble des acteurs de la politique de cohésion sur la réforme proposée par la Commission, pour la période 2007-2013, dans le cadre de l'Europe élargie.

REGIO & Réseaux

En ligne

Photos (pages): Commission européenne (1, 4, 9, 13, 15, 16, 25), Sogama (7, 11), Aguas do Zézere SA (9, 23), EYDE-PATHE (10, 23), Ayuntamiento de La Coruña (11, 18, 20), Poland's National Fund for Environmental Protection and Water Management (12), CCCMM (19), Limerick Main Drainage (21), Portos da Madeira (22), porteurs de projet (17, 23).

Couverture: pont sur la Boyne à Drogheda (Irlande), cofinancé par le Fonds de cohésion.

Éditeur responsable: Thierry Daman, CE, DG Politique régionale

Ce magazine est imprimé en anglais et en français sur papier recyclé.

Le dossier thématique est disponible dans 19 langues de l'Union européenne sur le site internet http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm

Les textes de cette publication n'ont pas de valeur légale.

4



7



12



13

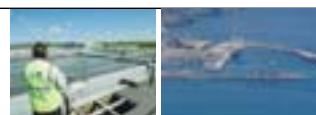


17

18



21



23

25



27

28

La place élargie du Fonds de cohésion dans le paysage de la solidarité européenne

Depuis le précédent numéro d'*Info regio Panorama*, la politique de cohésion a connu d'importants développements. Il y a lieu de s'en réjouir, car ils permettent de progresser sur la voie d'une solidarité européenne renouvelée et approfondie.

Lors du troisième Forum sur la cohésion, les 10 et 11 mai 2004, de nombreux acteurs du développement régional se sont exprimés sur les propositions de réforme présentées par la Commission pour adapter, à partir de 2007, la politique de cohésion aux défis de l'Europe élargie — avec un remarquable consensus pour soutenir cette politique. Ces débats, il faut le souligner, ont été dûment pris en compte par la Commission dans les propositions de réglementation des actions structurelles (2007-2013) qu'elle a adoptées le 14 juillet. On trouvera dans ces pages les principaux résultats du Forum et un résumé des cinq règlements proposés.

Cette future réglementation concerne notamment le Fonds de cohésion. Complémentaire aux Fonds structurels et moins connu qu'eux, son rôle n'en est pas pour autant secondaire. Entré dans sa dixième année, cet instrument acquiert avec l'élargissement une dimension nouvelle pour donner un coup de pouce additionnel à la solidarité européenne. C'est pourquoi *Info regio Panorama* a choisi de lui consacrer le présent dossier.

Le Fonds de cohésion a été créé pour aider les États membres les moins prospères à résoudre un dilemme: assurer le développement indispensable de leurs infrastructures en matière de réseaux transeuropéens de transports ainsi que de protection de l'environnement tout en évitant que les coûts élevés de ces grands travaux n'entravent leurs efforts budgétaires pour satisfaire aux exigences de l'Union économique et monétaire. Applicable à l'ensemble du territoire d'un pays sans distinction entre régions, l'aide du Fonds de cohésion n'en constitue pas moins, par sa nature même, une contribution majeure au développement régional, en coordination avec les interventions du FEDER.

C'est ainsi qu'avec le concours du Fonds de cohésion — 27 milliards d'euros depuis sa création jusqu'en 2003 —, des chantiers ambitieux se sont ouverts dans les quatre premiers pays bénéficiaires (Grèce, Portugal, Espagne, Irlande) pour y construire des ponts, des ceintures autoroutières, renforcer des chemins de fer, agrandir des ports et des aéroports, approvisionner de grandes villes en eau potable, traiter leurs eaux usées, évacuer leurs déchets solides, assainir des fleuves, lutter contre l'érosion, etc.

Parallèlement au Fonds de cohésion, son «petit frère», l'Instrument structurel de préadhésion (ISPA), a fourni entre 2000 et 2004 des aides dans les mêmes domaines aux pays d'Europe centrale et orientale alors candidats à l'adhésion (Bulgarie et Roumanie incluses).

S'il n'est plus mis en œuvre en Irlande depuis la fin de 2003 en raison des progrès exceptionnels de ce pays, le Fonds de cohésion continue de bénéficier à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne et, depuis 2004, il étend son action aux dix nouveaux États membres, dans lesquels il prend la relève de l'ISPA. Il couvre ainsi tout le territoire de treize pays sur vingt-cinq. Pour la période 2004-2006, la part de sa dotation réservée aux nouveaux adhérents approche les 8,5 milliards d'euros, avec un volume annuel de ressources atteignant près de trois fois celui de l'ISPA. C'est dire si les activités du Fonds de cohésion vont connaître une forte extension.

Ce renfort de solidarité, qui tient compte des besoins énormes des nouveaux membres de la famille européenne, n'est pas de la simple charité. C'est un élément clé d'une politique forte et crédible de cohésion économique, sociale et territoriale de l'Europe des Vingt-cinq, capable d'accroître les atouts compétitifs de l'Union au bénéfice d'une croissance dynamique, riche en emplois et durable dans ses fondements. *Info regio Panorama*, fidèle à sa mission, se doit d'aider les acteurs du développement régional à y contribuer.

La rédaction

Propositions législatives de la Commission

La cohésion redessinée à l'horizon 2007

Le 14 juillet 2004, la Commission européenne a adopté ses propositions législatives pour la réforme de la politique de cohésion (période 2007-2013).

Avec une dotation totale de 336,1 milliards d'euros, soit environ un tiers du budget communautaire, l'approche proposée vise une action plus ciblée sur

les orientations stratégiques de l'UE — engagements de Lisbonne et de Göteborg, stratégie européenne pour l'emploi —, plus concentrée sur les régions les moins favorisées tout en anticipant l'évolution dans le reste de l'Union, plus décentralisée et mise en œuvre de façon simplifiée et plus efficace. Les propositions comprennent un règlement général, un règlement pour chacune des sources de financement — Fonds européen de développement régional (FEDER), Fonds social européen (FSE), Fonds de cohésion — et une proposition toute nouvelle pour la création d'une structure transfrontalière de coopération.

Il s'agit d'une réforme de grande ampleur qui redessiner le paysage de la solidarité européenne dans une Union élargie. La stratégie et les ressources de la politique de cohésion seront réorganisées autour des trois nouveaux objectifs prioritaires des actions structurelles (en bref: convergence, compétitivité, coopération et emploi). D'importantes innovations et simplifications sont proposées, parmi lesquelles:

- > L'ouverture d'un «dialogue stratégique» annuel avec les États membres au sein du Conseil ainsi qu'avec le Parlement européen, le Comité économique et social européen et le Comité des régions pour assurer le respect des priorités européennes tout au long de la période.
- > Une réduction du nombre des instruments financiers de la cohésion (trois au lieu de six).
- > Une pleine reconnaissance et un financement renforcé des zones à handicaps naturels ainsi qu'une attention accrue pour la dimension urbaine.
- > Une plus large délégation de responsabilités aux États membres et régions, y compris en matière de contrôle, tout en maintenant la rigueur financière.
- > Pour le Fonds de cohésion, la programmation pluriannuelle et les mêmes règles que celles des Fonds structurels.
- > Le financement des programmes opérationnels par un seul Fonds (FEDER ou FSE) sauf pour les programmes «infrastructures» où le FEDER et le Fonds de cohésion interviennent ensemble.
- > «Last but not least», l'ensemble des territoires et des citoyens de l'Union pourront bénéficier de la nouvelle politique de cohésion, centrée sur les plus défavorisés mais modulée selon les situations.



Sur les hauteurs de Prague (République tchèque)

Loin de descendre de «Bruxelles», ces propositions émergent d'un large débat lancé voici trois ans par la Commission. Un débat qui a alimenté le troisième rapport sur la cohésion et qui a culminé en mai 2004 lors du troisième forum sur la cohésion. Des discussions régulières se poursuivent dans le groupe de travail «Fonds structurels» auprès du Conseil et dans la nouvelle commission pour la politique régionale (REGI) du Parlement européen. Au cours du premier semestre de 2005, le Conseil européen sous présidence luxembourgeoise pourrait prendre une décision sur les nouvelles perspectives financières; le Parlement et le Conseil pourront alors s'accorder sur la nouvelle réglementation. Dans les trois mois suivants, le Conseil adoptera les «orientations stratégiques de la Communauté pour la cohésion» et, sur cette base, la nouvelle génération de programmes pourra être préparée pendant l'année 2006. L'enjeu: le démarrage des actions dès le début de 2007.

Le règlement général

La clé de voûte des propositions est le règlement qui établit les dispositions générales pour les deux Fonds structurels de la période 2007-2013 (FEDER et FSE) ainsi que pour le Fonds de cohésion. Voici un aperçu de ses éléments clés.

Objectifs, éligibilité, ressources. Les trois objectifs prioritaires actuels des Fonds — objectif n° 1: régions en retard de développement; objectif n° 2: zones en reconversion économique et sociale; objectif n° 3: systèmes de formation et promotion de l'emploi — feront place en 2007 aux trois suivants:

- > **Convergence** (FEDER, FSE, Fonds de cohésion: 264 milliards d'euros, soit 78,54 % de la dotation des Fonds au lieu de 75 % actuellement). Cet objectif est destiné à accélérer la convergence économique des États membres et régions les moins développés: amélioration des conditions de croissance et d'emploi grâce à l'investissement en ressources physiques et humaines; innovation et société de la connaissance; adaptabilité aux changements économiques et sociaux; protection de l'environnement; efficacité administrative.

Proche de l'actuel objectif n° 1, l'objectif «Convergence» sera centré sur les États ou régions dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant n'atteindra pas 75 % de la moyenne de l'UE élargie — ce qui est principalement le cas pour la majorité des nouveaux États membres. Qu'elles relèvent ou non de l'objectif «Convergence», les régions ultrapériphériques (RUP: Açores, Canaries, Guadeloupe, Guyane, Madère, Martinique et Réunion) bénéficieront d'un financement spécifique du FEDER. Un soutien transitoire et spécifique est prévu, sur un mode dégressif, pour les régions qui dépasseront l'indice de 75 % en raison de l'effet statistique de l'élargissement. Enfin, seront inclus dans cet objectif les États membres dont le revenu national brut (RNB) n'atteindra pas 90 % de la moyenne et qui bénéficieront de ce fait du Fonds de cohésion.

- > **Compétitivité régionale et emploi** (FEDER, FSE: 57,9 milliards d'euros, 17,22 % du total). Dans le reste de l'Union, une double approche est proposée. Il s'agit d'une part, à travers des programmes de développement régional (FEDER), de renforcer la compétitivité et l'attractivité des régions en soutenant l'innovation et l'économie de la connaissance, l'environnement, la prévention des risques ainsi que l'accès, en dehors des grands centres urbains, aux services de transport et de télécommunication d'intérêt économique général. Et, d'autre part, à travers des programmes nationaux ou de niveau territorial approprié financés par le FSE, de favoriser, sur la base de la stratégie européenne pour l'emploi, l'adaptabilité des travailleurs et des entreprises et le développement de marchés du travail orientés vers l'inclusion sociale.

Toutes les zones non couvertes par l'objectif «Convergence» seront susceptibles de bénéficier de l'objectif «Compétitivité». Les régions de l'actuel objectif n° 1 qui, en 2007, ne seront pas éligibles à l'objectif «Convergence» en raison de leurs progrès économiques recevront de manière dégressive, dans le cadre de l'objectif «Compétitivité», un soutien spécifique et transitoire (*phasing-in*) pour consolider leur rattrapage.

- > **Coopération territoriale européenne** (FEDER: 13,2 milliards d'euros, 3,94 % du total). L'enjeu est d'intensifier la coopération à trois niveaux: coopération transfrontalière, à travers des programmes conjoints pour les régions situées le long des frontières terrestres internes et de certaines frontières externes, ainsi que certaines régions situées le long de frontières maritimes; coopération au niveau des zones transnationales; réseaux de coopération et d'échange d'expériences à l'échelle de l'ensemble de l'Union.

En outre, la coopération transfrontalière contribuera aux futurs *Instrument européen de voisinage et de partenariat* et *Instrument de préadhésion*. Ceux-ci sont appelés à remplacer les actuels programmes Phare, Tacis, MEDA, CARDS, ISPA et Sapard. Les zones de coopération transnationale seront définies en fonction des orientations stratégiques. Les réseaux interrégionaux de coopération s'étendront sur tout le territoire de l'Union.

Spécificités territoriales. La programmation tiendra particulièrement compte des spécificités des territoires suivants:

- > Les villes, et notamment les villes moyennes, dont le rôle dans le développement régional sera valorisé par des aides à la revitalisation urbaine, et qui se verront subdéléguer des responsabilités directes.
- > Les zones rurales ou dépendantes de la pêche, qui feront l'objet d'actions de diversification financées par les Fonds structurels de manière complémentaire et coordonnée avec celles des nouveaux Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et Fonds européen pour la pêche (FEP). Ces derniers, en effet, remplaceront la section «Orientation» du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et l'Instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP), mais ne feront plus partie des Fonds structurels. Le degré de concentration financière sur l'objectif «Convergence» devra toutefois rester le même que dans l'actuel objectif n° 1.
- > Les RUP, les zones à handicap naturel (îles, montagnes), à faible ou très faible densité de population et les anciennes zones frontalières externes.

Participation communautaire et majorations. Pour chaque axe prioritaire des programmes, la participation des Fonds aux dépenses publiques sera soumise aux plafonds suivants: 85 % pour le Fonds de cohésion; 75 % pour le FEDER ou le FSE dans l'objectif «Convergence» et exceptionnellement jusqu'à 80 % dans les pays bénéficiaires du Fonds de cohésion; 50 % pour le FEDER ou le FSE dans l'objectif «Compétitivité»; 75 % pour le FEDER dans l'objectif «Coopération»; 50 % pour la nouvelle allocation additionnelle aux RUP (compensation des surcoûts). Pour les programmes opérationnels dans les RUP et dans les îles périphériques grecques, le taux de participation est porté à 85 %. Enfin, des majorations sont désormais prévues dans les cas suivants:

- > + 10 % pour les actions de coopération interrégionale au sein des objectifs «Convergence» et «Compétitivité»;
- > + 5 %, dans le cadre de l'objectif «Compétitivité», pour les zones à handicap naturel (îles, zones de montagne), à faible densité de population et les zones qui étaient des frontières externes jusqu'au 30 avril 2004. Les majorations pour ces différentes zones sont cumulables dans la limite d'une participation totale de 60 %.

Reflétant une préoccupation souvent exprimée, le règlement précise que l'aide des Fonds est recouvrée si, dans un délai de 7 ans, des modifications importantes concernent une entreprise ou une collectivité publique, ou résultent de l'arrêt d'une activité productive, par exemple à la suite d'une délocalisation. Une entreprise faisant ou ayant fait l'objet d'une procédure de recouvrement ne peut plus bénéficier de subventions des Fonds.

Stratégie, décentralisation, simplification. Si la réforme proposée maintient les principes de base du mécanisme de mise en œuvre — programmation pluriannuelle, partenariat, cofinancement, évaluation —, elle contient une série d'innovations visant à améliorer l'efficacité de la politique de cohésion. Entre autres:

- > Une approche plus stratégique de la programmation, basée sur les orientations stratégiques de la Communauté pour la cohésion et sur les nouveaux cadres de référence stratégique nationaux, présentés par les États membres et décidés par la Commission. Ces documents de référence remplaceront les

actuels cadres communautaires d'appui et les documents uniques de programmation ainsi que les compléments de programmation. Contenant une description succincte de la stratégie de l'État membre et des principales opérations qui en découlent, ils constitueront une charte politique pour l'élaboration des programmes opérationnels.

- > Une délimitation claire du cadre, de la nature et du partage des différentes responsabilités entre les intervenants chargés de gérer le budget communautaire, de suivre et d'évaluer les actions: États membres, régions et organismes de mise en œuvre d'une part, Commission de l'autre.
- > Dans la même optique, une confiance accrue accordée aux systèmes de contrôle des États membres lorsque ceux-ci sont les principaux contributeurs financiers et que la Commission a obtenu l'assurance de la fiabilité de ces systèmes: c'est le nouveau principe de «proportionnalité».
- > Une concentration améliorée par l'équilibrage de ses aspects géographique, thématique et financier. C'est ce qui conduit notamment à l'abandon du «microzonage» préalable pour les futures programmes de l'objectif «Compétitivité»: s'il importe de concentrer des ressources dans les poches ou zones les plus désavantagées, il faut aussi reconnaître — en évitant la dilution des actions — que la solution des problèmes est liée à la mise en œuvre d'une stratégie cohérente à l'échelle d'une région entière.
- > Une action plus cohérente de chaque Fonds structurel (FEDER, FSE) grâce au principe «un Fonds par programme», assorti de la possibilité de financer, à hauteur de 5 %, des activités relevant de l'autre Fonds mais directement liées aux opérations programmées. Cette marge peut aller jusqu'à 10 % pour le FSE en ce qui concerne les actions de revitalisation sociale urbaine. En revanche, pour mieux coordonner les investissements lourds du FEDER et du Fonds de cohésion, ce dernier ne financera plus des projets séparés mais des priorités au sein de programmes communs FEDER-Fonds de cohésion soumises aux mêmes règles dont celle du dégagement d'office («n + 2»).
- > En matière de gestion financière, trois éléments de simplification importants sont introduits. Premièrement, les paiements seront effectués au niveau des priorités et non plus des mesures. Deuxièmement, la contribution communautaire sera calculée uniquement sur la base des

dépenses publiques. Troisièmement, les règles nationales détermineront en grande partie l'éligibilité des dépenses, à l'exception d'un nombre limité de domaines tels que la TVA, qui restera non éligible.

Les règlements FEDER, FSE, Fonds de cohésion

Pour ne pointer que quelques éléments des règlements proposés, on relèvera en bref que:

- > Dans l'objectif «Convergence», un accent nouveau est mis sur l'action du FEDER en matière de recherche et d'innovation ainsi que d'environnement et de prévention des risques. Dans l'objectif «Compétitivité», cette action s'articulera sur un triptyque thématique: innovation et économie de la connaissance; environnement et prévention des risques; accessibilité aux services de transport et de télécommunication.
- > Le règlement FEDER définit aussi les dispositions spécifiques concernant la dimension urbaine et les zones rurales et dépendantes de la pêche, les zones à handicaps naturels et les régions ultrapériphériques.
- > L'action du FSE dans l'objectif «Convergence» mettra notamment en avant la bonne gouvernance et le renforcement des institutions.
- > Le champ d'action du Fonds de cohésion s'élargira à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables, à l'intermodalité des transports ou encore aux transports urbains et collectifs.

Les groupements européens de coopération transfrontalière (GECT)

Le dernier règlement proposé prend en compte les difficultés rencontrées par les États membres, les régions et les collectivités locales pour mener des actions de coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale, par suite de la multiplicité des droits et procédures nationaux. Il rendrait possible la création d'entités à capacité juridique, les GECT, qui chapeauteraient la mise en œuvre des programmes transfrontaliers sur la base d'une convention entre administrations nationales, régionales et locales ou autres services publics.

Les références

Fonds structurels et Fonds de cohésion:

- > Proposition de règlement du Conseil portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion du 14 juillet 2004, COM(2004) 492 final.
- > Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen de développement régional du 14 juillet 2004, COM(2004) 495 final.
- > Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds social européen du 14 juillet 2004, COM(2004) 493 final.
- > Proposition de règlement du Conseil instituant le Fonds de cohésion du 14 juillet 2004, COM(2004) 494 final.

- > Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'institution d'un groupement européen de coopération transfrontalière (GECT) du 14 juillet 2004, COM(2004) 496 final.

Le texte intégral des propositions, une fiche de synthèse et d'autres informations sur le processus de réforme sont disponibles sur le site Info regio:

http://www.europa.eu.int/comm/regional_policy/debate/forum_fr.htm

Développement rural et pêche:

- > Proposition de règlement du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural du 14 juillet 2004, COM(2004) 490 final.
- > Proposition de règlement du Conseil relatif au Fonds européen pour la pêche du 14 juillet 2004, COM(2004) 497 final.

Le Fonds de cohésion en mutation

Par John Walsh ⁽¹⁾

Arrivée d'un train de déchets au Complexe environnemental de Cerceda (Espagne) cofinancé par le Fonds de cohésion



Apparenté aux Fonds structurels, le Fonds de cohésion se présente davantage comme un cousin germain que comme un membre de la famille rapprochée. Depuis 1994, il a conservé ses objectifs et modalités de mise en œuvre spécifiques tout en parvenant à un degré de coordination élevé avec le Fonds européen de développement régional. Aujourd'hui, dix ans après, le Fonds de cohésion entame une nouvelle étape de son existence en accueillant, le 1^{er} mai 2004, dix nouveaux États bénéficiaires. En outre, pour la période de programmation 2007-2013, la Commission propose d'adapter les règles de mise en œuvre pour les aligner sur les règles générales de programmation, le Fonds gardant néanmoins ses caractéristiques propres. Se dessine ainsi la perspective d'une adoption du Fonds de cohésion par ses proches parents et son intégration complète au sein de la famille.

L'origine du Fonds de cohésion tient dans un paradoxe intéressant. Le fonctionnement du marché unique suppose en effet que les États membres les moins prospères investissent lourdement pour augmenter leur capacité de croissance, ce qui implique un surplus considérable d'investissements pour développer, améliorer et moderniser les infrastructures. Mais, en même temps, s'ils veulent faire partie de la zone euro, ces États doivent réduire leur déficit budgétaire et garder le contrôle de leur dette publique. Ainsi, une ferme maîtrise des finances publiques est obligatoire alors même que s'impose la nécessité d'investir davantage.

Une solution à ce dilemme a été fournie par le traité de Maastricht qui a prévu la création d'un nouveau fonds pour apporter un soutien financier aux États membres les moins prospères: le Fonds de cohésion.

Grâce à lui, les quatre premiers pays bénéficiaires (Espagne, Portugal, Irlande et Grèce) se sont rapprochés des critères de convergence de l'Union économique et monétaire tout en poursuivant leurs investissements en infrastructures.

⁽¹⁾ Administrateur, direction générale de la politique régionale de la Commission européenne.

Je me propose d'examiner ici l'évolution des règles de mise en œuvre du Fonds de cohésion. Si ces règles sont demeurées globalement stables au cours des dix dernières années, l'expérience acquise dans la période 1994-1999 avait déjà incité le Conseil à leur apporter un certain nombre d'améliorations en 1999. Avec le temps, la Commission a également affiné ses politiques et méthodes quant à la gestion des projets. Ces règles améliorées sont désormais appliquées pour les activités du Fonds [et aux projets déjà soutenus dans le cadre de l'Instrument structurel de préadhésion (ISPA)]⁽²⁾ dans les dix nouveaux États membres au cours de la période 2004-2006. Toutefois, pour la prochaine période de programmation, la mise en œuvre du Fonds de cohésion est appelée à connaître d'importants changements.

Les spécificités du Fonds de cohésion: 1994

Le Fonds de cohésion n'a pas autant suscité l'intérêt des chercheurs ou du public que son cousin le Fonds européen de développement régional (FEDER). On peut attribuer cette relative discrétion au fait que les bénéficiaires se limitaient à quatre des quinze États membres mais aussi à des différences spécifiques sur le plan des objectifs et de la mise en œuvre.

Le Fonds de cohésion a été institué par un règlement du Conseil le 16 avril 1994⁽³⁾. Dès sa création, il présente des différences spécifiques par rapport au système des Fonds structurels:

- > Le Fonds de cohésion permet de soutenir des projets dans les États membres bénéficiaires sans distinction régionale interne.
- > Une conditionnalité macroéconomique est attachée à son mécanisme de financement. Pour l'essentiel, les États membres doivent contenir le déficit public sous un certain seuil et remplir ainsi l'une des conditions de l'appartenance à la zone euro. L'objectif étant de se substituer aux dépenses du budget national, les modalités de vérification de l'additionnalité aux Fonds structurels ne sont pas pertinentes.
- > L'aide est ciblée sur la réalisation des objectifs du programme d'action pour l'environnement et sur les réseaux transeuropéens de transport.
- > La répartition du financement entre les secteurs éligibles de l'environnement et des transports doit refléter un certain équilibre. L'interprétation de la Commission a été d'un partage par moitié (50-50) des aides aux deux secteurs.
- > Les financements sont accordés projet par projet par la Commission sur demande faite par les États membres et, en règle générale, les dépenses éligibles d'un projet doivent représenter au moins 10 millions d'euros.

Évolution des règles de mise en œuvre

Pour sa part, le règlement modifié de 1999⁽⁴⁾ met l'accent sur la nécessité d'une approche plus stratégique et sur la cohérence des projets avec une stratégie générale de l'environnement et des transports à un niveau sectoriel ou administratif approprié. Selon la Commission, cette stratégie doit être définie et formalisée dans un ou plusieurs documents servant de «cadre de référence» pour les interventions du Fonds dans chaque pays bénéficiaire. Aux côtés d'autres modalités opérationnelles, cette disposition figure dans le *Vademecum du Fonds de cohésion* publié en 2000⁽⁵⁾, tout comme:

- > les orientations de la Commission concernant les priorités du Fonds de cohésion dans le secteur de l'environnement et celui des transports;
- > des mesures visant à une meilleure prise en compte des sources de financement privées;
- > l'encouragement à la mise en place de partenariats public-privé susceptibles de maximiser l'effet de levier du concours communautaire et d'augmenter le nombre d'infrastructures financées;
- > certains dispositifs destinés à rationaliser la gestion du Fonds, dont un nouveau formulaire de demande de concours.

Depuis l'adoption des modifications de 1999, la mise en œuvre du Fonds a encore connu d'autres évolutions qui concernent essentiellement l'amélioration de la réglementation régissant les projets et la clarification de la politique de la Commission en matière d'appréciation et de gestion des projets.

C'est ainsi que, dans la période 2000-2004, les règlements de la Commission apportent des modifications sur:

- > la gestion et le contrôle financiers ainsi que la procédure de mise en œuvre des corrections financières (2002);
- > les conditions d'éligibilité qui se rapprochent des fiches d'éligibilité des Fonds structurels (2003);
- > la simplification des règles en matière d'information et de publicité (2004).

Ces règlements facilitent les décisions de financement pour chaque projet et rapprochent le régime de mise en œuvre du Fonds de cohésion de celui des Fonds structurels.

La politique et les méthodes de la Commission pour l'évaluation des grands projets dans le cadre des Fonds structurels et du Fonds de cohésion vont également s'affiner avec la publication en 2002 d'une nouvelle édition du *Guide de l'analyse coûts/avantages des projets d'investissement*⁽⁶⁾.

⁽²⁾ Voir l'article suivant.

⁽³⁾ JO L 130 du 25.5.1994, p. 1.

⁽⁴⁾ http://europa.eu.int/comm/regional_policy/sources/docoffic/official/reglem_fr.htm

⁽⁵⁾ Disponible en anglais, espagnol, français, grec et portugais. http://europa.eu.int/comm/regional_policy/sources/docoffic/working/sf2000_fr.htm

⁽⁶⁾ http://europa.eu.int/comm/regional_policy/sources/docgener/guides/cost/guide02_fr.pdf



Communiquer sur le Fonds de cohésion: nouveau règlement

Comme pour les Fonds structurels, les projets financés par le Fonds de cohésion doivent faire l'objet d'information et de publicité. À cet égard, le nouveau règlement adopté en 2004 simplifie sensiblement les mesures de la décision n° 455/1996/CE qui étaient en vigueur jusqu'ici.

Le nouveau règlement (CE) n° 621/2004 rappelle en premier lieu les deux messages vecteurs autour desquels doit s'articuler la communication sur le Fonds de cohésion, à savoir:

- > le projet soutenu par le Fonds contribue à réduire les disparités sociales et économiques entre les citoyens de l'Union européenne;
- > la réalisation du projet a été rendue possible grâce à la contribution financière du Fonds de cohésion.

Tout en expliquant l'impact concret du projet, le premier message rappelle la finalité de l'intervention européenne: l'Union promeut l'égalité des chances entre ses citoyens. Et la mention du terme «citoyen» n'est pas de pure forme: récepteur final de la communication, le citoyen doit se sentir concerné.

Les messages peuvent être exprimés par des termes autres que ceux du règlement. À cet effet, il n'est pas interdit de se servir d'expressions simples et accrocheuses. Les deux messages sont renforcés par l'apposition du drapeau de l'Union. Quant aux outils et actions de communication à utiliser, le règlement n'impose que les relations avec les médias et le placement de panneaux et plaques commémoratives.

À la fin de la période 1993-1999, à l'instar de la situation des Fonds structurels, on notait une forte proportion d'engagements non dépensés au titre du Fonds de cohésion. Fin 2000, le total des sommes concernées représentait près de 120 % du budget 1999 du Fonds.

Pour traiter ce problème des financements non exécutés, la Commission s'est engagée dans un dialogue actif avec tous les États membres de façon à accélérer la clôture. De même, afin d'améliorer la qualité des projets ainsi que le rythme de mise en œuvre et d'absorption, la Commission a pris l'initiative en 2002 d'informer les États bénéficiaires de l'adoption d'une mesure limitant les éventuelles modifications autorisées par la décision d'accorder l'aide⁽⁷⁾. Fin 2003, le montant non dépensé était descendu à 40 % du budget 1999.

Les défis de l'avenir

Le Fonds de cohésion a débuté avec quatre pays bénéficiaires ayant un revenu national brut (RNB) par habitant inférieur à 90 % de la moyenne communautaire. L'examen du statut d'éligibilité en 2003⁽⁸⁾ a abouti à la première promotion de la «classe de 1993»: avec un PIB moyen en 2000-2002 correspondant à 101 % de la moyenne de l'Union à 15, l'Irlande se situait au-delà du seuil d'éligibilité et n'a plus droit au cofinancement à partir de 2004. Cette réduction de l'éligibilité du Fonds à trois pays bénéficiaires a cependant été rapidement dépassée par l'extension de l'éligibilité aux dix nouveaux États membres qui ont adhéré à l'Union le 1^{er} mai 2004.

Désormais, avec plus de la moitié des membres de l'Union à 25 directement concernées par ses activités, le Fonds de cohésion voit son importance relative croître considérablement. Qui plus est, une proportion croissante des financements accessibles à chacun des nouveaux États membres est proposée par le biais de ce Fonds. À titre de comparaison, l'Irlande a bénéficié d'un total de 7,840 milliards d'euros au cours de la période 1994-1999, dont 1,490 milliard d'euros (prix courants) dans le cadre du Fonds de cohésion, soit 19 %. Pour les nouveaux États membres, la part du Fonds s'élève à 35 % en moyenne.



Portugal: construction d'une station d'épuration avec l'aide du Fonds de cohésion

⁽⁷⁾ http://europa.eu.int/comm/regional_policy/sources/docoffic/official/orient_fr.htm

⁽⁸⁾ Communication de la Commission C(2004)191 du 24 mars 2004.

Part relative du Fonds de cohésion dans les nouveaux États membres pour la période 2004-2006

Millions d'euros	Total des ressources	Fonds de cohésion	Part
République tchèque	2 621,2	936,1	36 %
Estonie	695,1	309,0	44 %
Chypre	113,4	53,9	48 %
Lettonie	1 164,3	515,4	44 %
Lituanie	1 537,7	608,2	40 %
Hongrie	3 207,4	1 112,7	35 %
Malte	88,7	21,9	25 %
Pologne	12 809,7	4 178,6	33 %
Slovénie	456,3	188,7	41 %
Slovaquie	1 757,4	570,5	32 %
TOTAL	24 451,2	8 495,0	35 %

Par ailleurs, la mise en œuvre du Fonds de cohésion, doté d'un montant annuel de ressources près de trois fois supérieur à celui précédemment accordé à l'ISPA, constitue une expansion majeure du volume d'activités dans les nouveaux États membres. Il est toutefois clair, à l'aune de l'expérience de la Commission et des pays bénéficiaires de l'ISPA, que mettre en œuvre des projets de qualité en quantité suffisante représentera un défi majeur pour les autorités nationales et européennes. C'est pourquoi la Commission a proposé en 2004 un nouveau dialogue pour encourager les pays bénéficiaires à renforcer leur capacité à absorber et à gérer les Fonds communautaires disponibles. Les mesures à prendre seront définies par les États bénéficiaires eux-mêmes en fonction de leur contexte spécifique et en mettant d'abord l'accent sur trois étapes clés: l'identification, la sélection, la préparation et l'évaluation des projets.



Le Fonds de cohésion au service des transports: tronçon de l'autoroute Patras-Athènes-Thessalonique (Grèce)

L'évolution à plus long terme: 2007-2013

D'un point de vue opérationnel, le Troisième rapport sur la cohésion ⁽⁹⁾ envisageait déjà une intégration plus étroite entre le Fonds de cohésion et les Fonds structurels. Pour la mise en œuvre des Fonds structurels et du Fonds de cohésion au cours de la période de programmation 2007-2013, la Commission propose un ensemble de mesures législatives qui vont dans ce sens.

Tout en maintenant les objectifs spécifiques du Fonds de cohésion, en particulier la conditionalité macroéconomique au soutien financier du Fonds, le seuil d'éligibilité des États membres à 90 % du RNB ainsi que le ciblage sectoriel de l'aide, la Commission propose une réforme en profondeur des modalités de mise en œuvre: le passage d'une approche par projet à un financement par programme. Sont ainsi détaillées les dispositions communes au Fonds de cohésion et au FEDER:

- > Du point de vue stratégique, la coordination avec le FEDER aura lieu dans le cadre des programmes nationaux concernés, où il est proposé que le Fonds de cohésion affiche ses propres priorités aux côtés de celles du FEDER.
- > Des systèmes communs seront appliqués pour l'évaluation et le suivi des programmes concernés (critères de sélection, indicateurs, comités de suivi, etc.).
- > Les règles d'éligibilité du FEDER et du Fonds de cohésion seront établies dans le cadre de la réglementation communautaire générale et les restrictions particulières seront définies dans les règlements respectifs de chaque fonds.
- > Les critères de gestion et de contrôle financiers seront unifiés (un seul engagement annuel par fonds, par exemple).
- > Les modalités et la discipline financières des Fonds structurels (engagements de programme annuels et dégage-ment automatique) seront introduites pour encourager l'utilisation rapide des ressources du Fonds de cohésion.

La programmation du Fonds de cohésion annonce un nouvel équilibre dans la relation entre les États membres bénéficiaires et la Commission en ce qui concerne la mise en œuvre du Fonds.

Les États membres seront habilités à choisir les projets à soutenir dans le cadre de leurs programmes nationaux en respectant les objectifs sectoriels du Fonds et certaines règles concernant l'éligibilité des dépenses. Cela permettra de réduire considérablement le nombre de projets nécessitant l'approbation de la Commission. Ce n'est que dans le cas de projets de grande ampleur que les États membres seront tenus de solliciter l'accord de la Commission pour le taux de financement. Par ailleurs, l'adoption de règles de programmation communes aura pour corollaire une gestion simplifiée des interventions du FEDER et du Fonds de cohésion.

Cette approche entraînera une plus grande responsabilité des autorités de gestion dans la sélection, l'évaluation, l'analyse, le suivi, la gestion et la rapidité d'exécution des projets

⁽⁹⁾ Troisième rapport sur la cohésion économique et sociale, 2004, page XXXV.



Le Complexe environnemental de Cerceda (Espagne)

afin d'éviter la perte des aides. Étant donné la nature des activités soutenues par le Fonds de cohésion — la construction d'infrastructures —, le renforcement de la discipline financière n'ira pas sans difficultés. Toutefois, comme l'a montré la période actuelle, une telle discipline est un stimulant puissant pour accélérer le démarrage des programmes et la réalisation des objectifs et bénéfices anticipés.

Au final, les propositions de la Commission visent un niveau de coordination optimal entre le FEDER et le Fonds de cohésion, le traitement égal des Fonds sur le plan de la gestion financière et l'harmonisation des règles de mise en œuvre, permettant ainsi aux autorités nationales de simplifier les modalités de gestion.

Les principales réalisations du Fonds

Le Fonds de cohésion a aidé les quatre États bénéficiaires originels à satisfaire aux critères exigés pour faire partie de la zone euro. D'autres bénéfices induits par le Fonds apparaissent dans les tableaux ci-dessous.

Engagements à ce jour (2004)

PAYS	1993-1999		2000-2003	
	Mio EUR	%	Mio EUR	%
Grèce	2 998	17,9	1 767	16,1
Espagne	9 251	55,2	6 795	61,8
Irlande	1 495	8,9	584	5,3
Portugal	3 005	17,9	1 848	16,8
TOTAL	16 749		10 994	

Les quatre pays bénéficiaires ont reçu 27 milliards d'euros à ce jour. C'est une contribution majeure à l'effort de modernisation des infrastructures.

Investissements prioritaires 1993-1999 (%)

	Grèce	Espagne	Irlande	Portugal	Tous
Environnement	48,8	50,3	50,0	51,9	50,3
Approvisionnement en eau	20,5	13,1	16,8	16,9	15,4
Assainissement/épuration	23,7	22,4	32,1	18,4	22,8
Déchets solides	0,7	5,2	0,6	14,6	5,7
Autres	4,0	9,7	0,4	2,1	6,4
Transports	51,2	49,7	50,0	48,1	49,7
Routes	27,8	28,2	37,4	28,5	28,1
Rail	19,8	20,1	9,5	11,1	16,8
Air/mer	13,8	1,1	2,8	8,5	4,4
Autres	1,3	0,3	0,4	0,0	0,4

Dans l'ensemble, l'équilibre 50-50 visé a été respecté. Avec quelques variations nationales, les deux postes les plus importants sont les routes et l'assainissement des eaux.

Nombre de décisions d'octroi de concours

	1993-1999	2000-2003	Total
Grèce	77	86	163
Espagne	371	270	641
Irlande	116	9	125
Portugal	149	65	214
TOTAL	713	430	1 143

Les décisions portent soit sur des projets individuels, des stades de projet ou des groupes de projets. En 2003, la Commission a lancé une évaluation *ex post* chargée d'examiner un large éventail de projets achevés dans les quatre États bénéficiaires et de préciser dans quelle mesure ils ont atteint leurs objectifs initiaux. Les résultats de l'étude sont attendus d'ici à la fin de l'année 2004.



Usine de traitement des déchets de La Corogne (Espagne)

Pologne

Le Fonds de cohésion en Pologne: quels critères pour la sélection des projets?



Krzysztof Berbek,
docteur en économie,
université de Cracovie



Andrzej Gula,
Institut d'économie
environnementale, CEE
Bankwatch Network

Tout indique que le Fonds de cohésion jouera un rôle important en Pologne en ce qui concerne la mise en œuvre de l'acquis communautaire en matière d'environnement. Selon les prévisions, pour la période 2003-2010, 19 % environ des dépenses d'investissement pour les infrastructures d'environnement municipales seraient couvertes par ce Fonds ⁽¹⁾.

Comme le nombre de projets potentiels et leur ampleur financière dépassent de loin les capacités de l'aide proposée par le Fonds de cohésion, il est nécessaire de mettre en place un système transparent et efficace pour la sélection des projets. La méthodologie en la matière donne deux approches possibles:

- 1) Les projets sont sélectionnés sur la base d'un programme national détaillé pour un domaine particulier. Ces programmes doivent refléter les besoins d'investissement et dresser la liste des projets nécessaires pour répondre aux exigences des directives communautaires.
- 2) En l'absence de programmes nationaux ou de liste spécifique de projets nécessaires, les projets seront appréciés sur la base de classements établis selon un ensemble de critères mesurables et comparables.

Actuellement, les tendances qui orientent l'examen des projets en Pologne ne reflètent pas complètement ces approches. Tout d'abord, il existe une forte préoccupation politique visant à utiliser toutes les ressources mises à disposition par le Fonds de cohésion. Il en résulte des décisions qui ne promeuvent pas nécessairement des mécanismes fondés sur l'efficacité et

visant à financer les projets environnementaux les plus urgents pour se conformer aux directives ⁽²⁾. Ensuite, les programmes nationaux (en dehors du programme national pour le traitement des eaux usées) pourraient être plus précis et définir clairement une déclinaison de projets. Enfin, le nombre de projets présentés par les municipalités en vue d'un concours du Fonds est relativement élevé, même si la qualité et la crédibilité des dossiers présentent de grandes disparités.

En conséquence, la procédure d'évaluation devrait s'appuyer sur un système plus solide, faisant appel à des critères qui permettent de classer les projets. Il apparaît nécessaire de modifier les procédures actuelles de façon à augmenter la transparence et la responsabilité et à permettre la comparabilité. La mise sur pied d'un tel système aidera les municipalités à mieux intégrer les priorités du Fonds de cohésion dans leurs projets.

Une autre question importante concerne la façon dont on sélectionne les projets. Actuellement, on manque d'une approche stratégique axée sur une mise en œuvre intégrée de l'acquis communautaire en matière d'environnement. L'affectation des ressources financières devrait privilégier les besoins financiers des programmes élaborés dans le cadre des directives relatives à l'environnement. Il importe que les corrections d'affectation autorisées par le Fonds de cohésion s'attachent à garantir le financement de secteurs éventuellement sous-dotés, par exemple la gestion des déchets ⁽³⁾. Il faut noter cependant que cette démarche ne servira pas à grand-chose si les dispositions légales adéquates ne sont pas mises en place.

Comme les interventions du Fonds de cohésion dans la prochaine période de programmation adopteront une approche par programme, les actions visant à améliorer le processus de sélection revêtent une importance d'autant plus grande et doivent être intensifiées.

Contact:
andgula@iee.org.pl ou berbekak@ae.krakow.pl



Szczecin: construction d'une station de pompage financée par l'ISPA

⁽¹⁾ Le calcul se base sur les investissements municipaux nécessaires dans l'assainissement, l'épuration des eaux et la gestion des déchets. Il intègre les paiements prévus (y compris les retards dans l'absorption des fonds). Pour la période à venir, on postule que le niveau des ressources nationales et communautaires restera identique à celui des années 2004-2006.

⁽²⁾ Ainsi, le financement de grands chantiers dans le traitement des effluents industriels (bassins de décantation) ne permet pas de respecter les phases transitoires pour la mise en œuvre de l'acquis communautaire en matière d'environnement.

⁽³⁾ Berbek, K., *Financial Flows for Implementing EU Environmental Directives in Poland, Lithuania, Latvia and Estonia*, Institut d'économie environnementale, septembre 2003.

Quatre années d'ISPA: de la préadhésion à la cohésion

Par Willem Kuypers ⁽¹⁾

Fondés tous les deux sur le même concept, l'Instrument structurel de préadhésion (ISPA) et le Fonds de cohésion présentent un grand nombre de traits communs. Depuis sa création en 2000, l'ISPA a cofinancé plus de 300 grands projets d'infrastructures de transport et d'environnement dans les pays candidats d'Europe centrale et orientale.



Vilnius (Lituanie)

L'ISPA est l'un des trois instruments (avec Phare et Sapard) faisant partie de la stratégie de préadhésion adoptée en décembre 1997 lors du Conseil européen de Luxembourg pour la période 2000-2006. Il a été créé pour aider les dix pays candidats d'Europe centrale ⁽²⁾ et orientale à financer des projets d'infrastructure dans le cadre des priorités communautaires relatives à l'environnement et aux transports. Son budget annuel, supérieur à 1 milliard d'euros, s'est réparti entre ces pays en fonction de leur population, superficie et PIB par habitant. Quatre ans après le lancement de l'ISPA, l'aide fournie s'est élevée à 7 milliards d'euros pour des projets d'une valeur totale de 11,6 milliards d'euros.

Entre 2000 et 2003, l'ISPA a soutenu plus de 200 projets environnementaux, liés pour l'essentiel à l'approvisionnement en eau, aux réseaux d'égouts, au traitement des eaux

usées et à la gestion des déchets. En plus de contribuer à la protection de l'environnement, ces interventions ont aidé les pays candidats à renforcer leur préparation et leur capacité administrative à mettre en œuvre la réglementation environnementale communautaire, tout en accélérant les éventuelles réformes nécessaires.

Dans le secteur des transports, l'ISPA a contribué au développement du futur réseau transeuropéen de transport (RTE-T). Il a soutenu l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux nationaux et de ceux-ci avec le réseau de l'Union. Priorité a été donnée à plus de 100 projets d'infrastructure dans les corridors paneuropéens — y compris les équipements transfrontaliers — tels que lignes ferroviaires, routes, aéroports, systèmes de gestion du trafic, etc.

⁽¹⁾ Rapporteur géographique, direction générale de la politique régionale, Commission européenne.

⁽²⁾ Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.

Dès le début, les fonds ISPA ont été affectés à part égale entre le secteur de l'environnement et celui des transports, avec pour ce dernier secteur une préférence pour le rail comme mode de transport offrant davantage de durabilité que la route.

Outre les investissements en infrastructures, diverses formes d'assistance technique ont été financées, pour un total de 200 millions d'euros, principalement dans les domaines où l'application des normes communautaires présentait des difficultés particulières pour les pays bénéficiaires. Cela a permis de renforcer la capacité des organismes nationaux à préparer et mettre en œuvre les projets et à appliquer et faire respecter la politique environnementale. L'ISPA a également favorisé la décentralisation des achats et de la gestion financière. Plusieurs audits ont été effectués pour évaluer et améliorer les systèmes de gestion et de contrôle financier des pays bénéficiaires.

En général, ces interventions visaient à familiariser les pays ISPA avec les principes et procédures de financement communautaires et donc de les préparer à une saine gestion des instruments structurels après l'adhésion, en particulier les interventions du Fonds de cohésion.

Programmation et financement des investissements

Les projets devaient s'accorder aux stratégies sectorielles définies au niveau national et qui fixaient les priorités d'investissement à mi-parcours ainsi que les critères de sélection pour chacun des deux secteurs.

Chaque projet devait avoir un coût minimal de 5 millions d'euros, les regroupements de projets étant autorisés pour autant qu'ils présentaient un même objectif fonctionnel, géographique ou économique. Le budget moyen des projets soutenus s'est élevé à 33 millions d'euros. Parmi les projets de grande ampleur figurent un investissement de 340 millions d'euros pour l'électrification et la modernisation des lignes ferroviaires et un autre de 288 millions pour l'amélioration de la qualité de l'eau, deux projets situés en Pologne.

La Commission a évalué les mérites techniques, économiques et financiers de chaque demande de concours en s'appuyant parfois sur l'expertise de tiers, notamment d'institutions financières internationales telles que la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, ses partenaires privilégiés pour compléter les interventions de l'ISPA à l'aide de prêts.

Avant de décider l'octroi d'un concours, la Commission consultait le comité de gestion de l'ISPA, composé de représentants des 15 États membres. Les taux d'intervention étaient modulés en fonction d'un certain nombre de conditions et d'exigences. Pour un plafond fixé à 75 % des dépenses éligibles, le taux moyen des aides a été de 65 % environ.

Apprendre en chemin

Comme pour tout projet d'infrastructure, la qualité de la préparation détermine le temps nécessaire pour lancer l'appel d'offres et réaliser les travaux. Plus les projets sont préparés avec soin et précision, plus les contrats seront conclus et les paiements effectués facilement et rapidement. Toutefois, l'expérience en la matière ne vient pas du jour au lendemain mais s'acquiert progressivement. Cela est d'autant plus vrai lorsque les bénéficiaires ne sont pas familiarisés avec les normes techniques internationales ni avec les règles et procédures de marché devant garantir accès égal, traitement équitable et transparence aux individus et entreprises éligibles.

Pour ces raisons, la mise en œuvre de l'ISPA s'est inscrite dans un dispositif qui impose que les procédures d'appels d'offres et de contrats soient contrôlées au préalable (approbation *ex ante*) par les délégations de la Commission européenne dans les pays bénéficiaires. Le respect des exigences légales en matière de marchés publics s'avérant un enjeu majeur, la Commission a également mis au point diverses formules d'assistance technique visant à améliorer les compétences, les pratiques et les procédures des bénéficiaires.

Les conditions de la réussite

L'état d'avancement et l'efficacité de la gestion et de la mise en œuvre des projets ISPA ont été contrôlés et évalués de multiples manières: réunions régulières, rapports de suivi par les organismes de mise en œuvre, audits de l'appui et visites sur site par des équipes de la Commission. Le contrôle formel a été assuré au cours des réunions du comité de suivi de l'ISPA organisées deux fois par an dans chaque pays bénéficiaire. De même, les délégations de la Commission ont joué un rôle important dans la supervision de la gestion et la mise en œuvre au jour le jour des interventions de l'ISPA.

De ce qui précède, on peut conclure que la plupart des pays bénéficiaires ont considérablement progressé sur le plan de la capacité concrète à gérer et mettre en œuvre les concours de l'ISPA. Progressivement, ils ont réussi à mieux respecter les normes et procédures des instruments classiques de la politique de cohésion européenne, à savoir les Fonds structurels et le Fonds de cohésion.

Ces pays ont déployé des efforts considérables pour instaurer des systèmes de supervision et de contrôle financier de l'aide communautaire qui sont parfois plus avancés que ceux des anciens États membres. Cela tend à démontrer que les actions entreprises par la Commission en faveur des autorités en charge de la programmation, de la mise en œuvre et de la gestion et du contrôle financier portent leurs fruits.

Néanmoins, il subsiste des faiblesses auxquelles il faut remédier si l'on souhaite disposer de systèmes de gestion et de contrôle réellement efficaces et fiables. Ainsi, certains pays ne consacrent toujours pas suffisamment de ressources financières et humaines à la planification, à la préparation et à la gestion des actions bénéficiant d'un financement communautaire. En témoigne le secteur de l'environnement, où



Station d'épuration réalisée avec l'ISPA en Slovaquie

l'on note une forte rotation des fonctionnaires pour cause de salaires médiocres. La qualification du personnel n'est pas non plus toujours à la hauteur du niveau exigé pour gérer,

notamment en ce qui concerne les procédures d'appel d'offres et d'attribution de marchés, des projets d'infrastructure complexes.

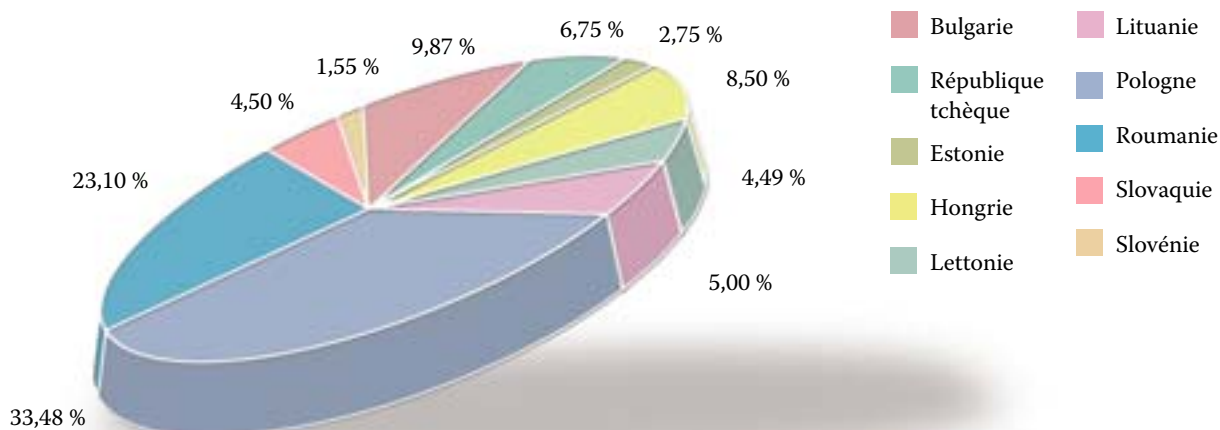
De l'ISPA au Fonds de cohésion

Le 1^{er} mai 2004, l'ISPA a officiellement cessé d'exister pour les huit nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale. Leur revenu brut par habitant n'atteignant pas 90 % de la moyenne communautaire, ces pays sont en revanche tous devenus éligibles au Fonds de cohésion, l'instrument de la politique de cohésion européenne qui a servi de modèle pour la création de l'ISPA et qui soutient lui aussi les investissements dans les infrastructures d'environnement et de transport.

Les projets ISPA en cours ont donc été transférés au Fonds de cohésion et leur achèvement sera soumis aux règles de ce dernier. Comme l'a décidé le Conseil européen de Copenhague en décembre 2002, la Bulgarie et la Roumanie continuent quant à elles de bénéficier de l'ISPA et recevront des financements graduellement accrus jusqu'à la fin de 2006.

Au titre du Fonds de cohésion, les nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale voient leurs sources de cofinancement multipliées par trois : de 0,75 milliard d'euros par an avec l'ISPA à 2,8 milliards par an pour la période 2004-2006. Les engagements relatifs aux projets en cours approuvés dans le cadre de l'ISPA avant janvier 2004 représentent une part substantielle de cet accroissement budgétaire. Cependant, il convient d'identifier et de préparer de nouveaux investissements afin de disposer d'une réserve de projets capable de garantir l'absorption du budget du Fonds. Des efforts similaires sont demandés à la Bulgarie et à la Roumanie pour l'ISPA.

ISPA: répartition par pays (engagements 2000-2003)



Environnement et transport: les prochains défis

L'ISPA a accéléré les réformes sectorielles et la mise en place d'infrastructures essentielles pour l'environnement et les transports, mais il reste d'importants investissements à réaliser pour aboutir à une réelle convergence avec les normes communautaires.

Il ne fait aucun doute que des progrès significatifs ont été accomplis pour la protection de l'environnement dans tous les pays candidats, qu'il s'agisse des nouveaux États membres ou de la Bulgarie et de la Roumanie.

En dix ans, la situation de l'environnement s'est améliorée, notamment en ce qui concerne la qualité de l'air et la pollution des eaux. Les principaux polluants atmosphériques ont baissé de 60 à 80 % et les métaux toxiques de 50 %, tandis que la pollution aquatique due aux matières organiques a diminué de 80 %. La proportion des habitations et autres installations dont les effluents sont traités par des stations d'épuration a doublé depuis le début des années 90.

On estime néanmoins que, pour une reprise complète de l'acquis communautaire en matière d'environnement, les nouveaux États membres devront consacrer à ce domaine entre 2 et 3 % de leur PIB en moyenne dans les années à venir.

Les efforts financiers actuels étant le plus souvent bien en deçà de cet objectif, le Fonds de cohésion et le FEDER peuvent jouer un rôle significatif pour combler ce manque. À cet égard, on estime que, d'ici à la fin de la période budgétaire actuelle en 2006, l'assistance communautaire accrue dans le domaine de l'environnement — quelque 8 milliards d'euros — représentera environ 10 % des investissements totaux nécessaires.

En ce qui concerne les transports, le Conseil et le Parlement ont approuvé en avril 2004 les nouvelles orientations du réseau transeuropéen de transport (orientations RTE-T) dans une Europe élargie. Ces orientations prévoient une liste de 30 projets prioritaires d'intérêt européen (dont 9 pour des axes intégrant les nouveaux États membres) qui devront être achevés à l'horizon 2020.

Les projets visent à assurer des modes de transport et des formules de mobilité plus durables en axant les investissements sur le rail et les

voies navigables. Les projets transfrontaliers sont également encouragés étant donné les difficultés particulières que présente leur mise en œuvre.

Le coût de ces projets est estimé à environ 225 milliards d'euros. Le coût total que représente l'achèvement du réseau transeuropéen de transport, y compris les projets d'intérêt commun non reconnus comme projets prioritaires, est évalué à 600 milliards d'euros. Les investissements requis pour les infrastructures de transport dans les nouveaux États membres s'élèveraient à 90 milliards d'euros d'ici à 2015. Là encore, les instruments de la politique de cohésion joueront un rôle clé dans le financement de ces infrastructures.



Observation de la décantation de l'eau dans une station d'épuration financée par l'ISPA

HONGRIE

Contournement ferroviaire de Zalaegerszeg



Coût total: 7 687 000 EUR

Contribution UE: 3 843 500 EUR

«80 kilomètres de voie ferrée entre Zalaötvő et Boba sont actuellement réaménagés afin de prolonger la liaison Hongrie-Slovenie réalisée en 2001. La première phase de ce projet ISPA s'est terminée à la mi-2003 avec l'achèvement du contournement de Zalaegerszeg. Le nouveau tronçon de 2,1 km comprend un pont-rail en acier de 140 m de long permettant de franchir la rivière Zala. Pour les trains évitant la gare de Zalaegerszeg, la durée du trajet est réduite de 10 minutes. Sécurité et ponctualité sont également améliorées, de même que la qualité de vie de la population locale, le contournement ayant pour effet de diminuer les nuisances environnementales.»

Katalin Pásztóy, *Chemins de fer hongrois*

E-mail: pasztoky@mav.hu

ROUMANIE

Gestion intégrée des déchets à Ramnicu Valcea



Coût total éligible: 14 673 100 EUR

Contribution UE: 11 004 825 EUR

«Au centre-sud de la Roumanie, Ramnicu Valcea (120 000 habitants) ne dispose pas encore d'un système global de traitement des ordures. Celles-ci sont déposées dans une simple décharge à ciel ouvert, à une douzaine de kilomètres du centre-ville et à proximité de la rivière Olt. Au moins 20 % des habitants ne bénéficient d'aucun service de ramassage des déchets ménagers. D'où le programme de gestion intégrée des déchets lancé par la municipalité en 1997 avec l'aide de la GTZ, l'agence allemande pour la coopération. Dans le cadre de ce projet, en novembre 2001, l'Union européenne a octroyé des fonds ISPA visant la poursuite de l'amélioration du ramassage des ordures, la fermeture du dépôt actuel, la construction d'une décharge écologique et d'une unité de compostage moderne.»

Diana Dumitru, *directrice de l'environnement, Ville de Ramnicu Valcea*

E-mail: dianad@primariavl.ro

Internet: <http://www.primariavl.ro>

SLOVENIE

Protection des ressources en eau du plateau de Trnovsko-Banjški



Coût total: 6 543 464 EUR

Contribution UE: 2 561 084 EUR

«La région de Gora, sur le plateau de Trnovsko-Banjški, est le château d'eau de la ville d'Ajdovščina et de son agglomération (20 000 habitants). Jusqu'à tout récemment, l'eau potable venait à manquer à la moindre période de sécheresse. L'ISPA nous a donné les moyens d'assurer un approvisionnement durable en eau potable et une protection des ressources hydriques conformément à la directive-cadre sur l'eau. Le projet a consisté à construire en amont des conduites d'eau adéquates, des stations d'épuration et des égouts dans toutes les localités situées près des points de captage. 40 km de conduites d'eau et 900 m³ de nouveaux réservoirs ont été achevés en avril 2004. Un réseau d'égouts de 10 km va permettre à 3 500 habitants de la région d'être directement reliés à la station d'épuration d'Ajdovščina déjà en opération, tandis qu'une seconde station sera prête en juillet 2005.»

Metka Gorišek, *ministère slovène de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie*

E-mail: meta.gorisek@gov.si

BULGARIE

Réfection des grands axes routiers



Coût total: 100 000 000 EUR

Contribution UE: 30 000 000 EUR

«Ce premier projet routier ISPA en Bulgarie s'inscrit dans le troisième programme de réhabilitation des axes de transit qui concerne la réfection de plus de 700 km de routes et d'autoroutes. Il s'agit d'améliorer la sécurité et l'environnement, et de réduire les temps de parcours en réparant et en mettant aux normes internationales le réseau routier principal sur une longueur de 260 km. Sont notamment prévues l'amélioration du revêtement et la prévention de l'aquaplanage, la modernisation de la signalisation et du marquage horizontal, la sécurisation des accès et la pose de rambarde de sécurité. L'amélioration du réseau routier principal contribuera à mettre les infrastructures de transport bulgares au même niveau que celles des pays de l'Union européenne.»

Dobrinka Krasteva, *chef de l'unité de coordination ISPA*

E-mail: D.Krasteva@minfin.bg

Espagne: la Galice entre rattrapage et avant-garde écologique

Échec aux déchets

Pour se conformer aux normes environnementales européennes et développer durablement son économie après avoir subi plusieurs catastrophes écologiques, la Galice a entrepris un vaste programme de gestion des eaux usées et des déchets solides. Le Fonds de cohésion finance une grande partie des investissements nécessaires.



Réception des ordures ménagères à l'usine de Nostián (La Corogne)

Juan Maneiro est un homme occupé: il est presque 19 heures et on vient de lui annoncer qu'il lui faut signer des décrets imposant la fermeture provisoire de deux zones marines conchylicoles du nord-est de la Galice. «À titre préventif», explique le directeur du Centre de contrôle de la qualité du milieu marin (CCMM) en montrant les périmètres concernés sur la carte. «Il ne s'agit pas de pollution aux hydrocarbures mais d'un risque biotoxique que nos prélèvements ont révélé. Si demain les tests plus poussés s'avèrent négatifs, nous rouvrirons au moins cette zone-ci. En attendant, nous allons prévenir les producteurs concernés.» Et aussitôt dit, aussitôt fait, le Centre lance une chaîne téléphonique, envoyant un SMS d'alerte à la centaine de mytiliculteurs concernés.

En Galice, on ne badine pas avec la mer. Elle a façonné l'identité du pays et de ses habitants, et des pans entiers de l'économie régionale dépendent toujours du

secteur primaire marin: «Les moules restent notre production maritime numéro un. Les 250 000 tonnes récoltées chaque année rapportent 120 millions d'euros et assurent 10 000 emplois directs. Alors, pas question de baisser la garde», insiste Juan Maneiro. Sont particulièrement surveillées les *rias*, ces estuaires typiques du «finistère» de l'Espagne où se concentre l'essentiel de la production de moules, huîtres et autres coquillages qui ont fait la renommée de la Galice.

Au sud de la région, la *ria* de Vigo est l'une des plus belles et des plus productives, avec, par endroits, des milliers de radeaux à moules recouvrant presque toute la surface de l'eau. Mais ses rives, les plus industrialisées de cette partie de l'Espagne, abritent aussi 1 million d'habitants (un tiers de la population galicienne), exerçant une forte pression environnementale sur ce milieu fragile. À la suite notamment de l'entrée en vigueur de la directive communautaire sur les mollusques ⁽¹⁾, va

⁽¹⁾ Directive 91/492/CEE du Conseil du 15 juillet 1991 fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des mollusques bivalves vivants.

débuter en 1993 une vaste opération dite «Épuration intégrale de la *ria* de Vigo». Investissement? 90 millions d'euros, financés à 80 % par le Fonds de cohésion. En dix ans, ce sont 10 stations d'épuration qui seront construites tout autour de l'estuaire, sans parler des nombreuses petites unités de prétraitement pour filtrer en amont les papiers, plastiques et autres déchets non fluides que les stations ne peuvent traiter. «Auparavant, toutes les eaux usées allaient à la mer sans traitement», explique Ignacio Niño Taboada, ingénieur civil au gouvernement de Galice. «Aujourd'hui, les eaux rejetées sont épurées à 95 %.» Et Ignacio de faire admirer les poissons rouges qui nagent dans l'eau parfaitement claire du dernier bassin d'assainissement de la station de Moaña, la plus récente de cette *ria*, en opération depuis 2002.

C'est donc au moment même où s'améliorait la qualité des eaux galiciennes, grâce à ces opérations d'assainissement de grande envergure, que survenait le naufrage du pétrolier *Prestige* au large de La Corogne, le 13 novembre 2002, déversant la majeure partie des 77 000 tonnes de fioul qu'il transportait et provoquant une des pires marées noires de l'histoire. Conjuguées à un peu de chance, une formidable mobilisation et l'opération de nettoyage ont heureusement permis de limiter les dégâts. «Ce sont surtout les côtes du nord et la province de La Corogne qui ont été touchées», explique Juan Maneiro. «Ici, sur la côte ouest, les grosses quantités d'eau douce apportées par les fleuves ont empêché l'essentiel des hydrocarbures de pénétrer dans les rias.» Et quel bilan tire le directeur du CCCMM en juillet 2004? «Un an et demi après la catastrophe, ses effets à court et moyen terme ont pratiquement disparu partout. En revanche, nous ne savons toujours pas ce que seront les conséquences dans cinq, dix ou vingt ans...»

Sur terre comme sur mer

Quoi qu'il en soit, l'effort fourni par la Galice en matière d'assainissement des eaux est au moins aussi important dans le domaine de la gestion des déchets ménagers. En 1997, la région recensait sur son territoire 300 décharges incontrôlées et 3 000 dépôts d'ordures illégaux. Pour corriger la situation d'ici à 2005, les autorités régionales décident de lancer le «Plan de Gestión de Residuos Sólidos Urbanos de Galicia» (plan de gestion des déchets solides urbains de la Galice), de confier sa mise en œuvre à la Sogama (Sociedade Galega do Medio Ambiente — Société galicienne de l'environnement) et de doter celle-ci d'une usine de traitement à grande capacité.

Construit entre 1998 et 2000, le «Complexe environnemental» de Cerceda est capable de traiter plus de 1 500 tonnes de déchets par jour. 221 communes sur les 315 que compte la Galice y sont abonnées. 57 s'approprient à le faire. Les ordures ménagères de 2 millions d'habitants sont d'abord rassemblées et triées dans 37 «unités de transfert» réparties à travers toute la région, puis acheminées par train ou camion au complexe de Cerceda, entre Saint-Jacques-de-Compostelle et La Corogne. Là, 15 % de ces déchets sont recyclés et 85 % sont incinérés pour produire 515 millions de kWh d'électricité par an. «C'est probablement l'incinérateur le plus moderne d'Europe», affirme Esther Campos Mosquera, responsable de la communication. «Notre four est en tout cas une référence internationale: il fonctionne selon un système au sable appelé



■ Contrôle de la qualité des moules de la ria d'Arousa

«lit fluidisé circulant», qui permet de ne pas devoir recourir constamment au gaz pour entretenir la combustion.» L'investissement total a représenté 270 millions d'euros, dont 72,21 millions financés par le Fonds de cohésion. Au-delà de la gestion efficace des déchets, le Complexe de Cerceda est le premier employeur local: au dire de José Manuel Palias Reguro, directeur des ressources humaines, «375 emplois directs ont été créés et toute la palette des qualifications existe, des très faibles aux très recherchées».

10 septembre

En matière de gestion des déchets, c'est avant tout une catastrophe écologique peu banale qui a poussé les autorités galiciennes à passer à la vitesse supérieure: le 10 septembre 1996, la plus grande ville de Galice, La Corogne (450 000 habitants), a vu 200 000 tonnes d'ordures se déverser dans la mer à la suite du glissement du terrain de la principale décharge municipale située directement le long de la côte. «En tout, ce sont 1,3 million de tonnes de déchets qui ont glissé! Un véritable tremblement de terre!» raconte Mark Guscín, attaché de presse pour la ville. «La catastrophe a été l'élément déclencheur d'une prise de conscience environnementale à l'échelle de l'agglomération et de la région. Dès cet instant, le conseil municipal a inscrit la gestion des déchets en tête de liste de ses priorités à court, moyen et long terme. Avec une nouvelle philosophie: la durabilité.»

On commence évidemment par nettoyer la zone touchée, un travail titanesque pour lequel de nombreuses entreprises locales se sont mobilisées spontanément. En mai 1997, huit mois après la catastrophe, un plan des déchets urbains est adopté par les huit communes utilisant la décharge. Il prévoit comme axes d'intervention la fermeture et la sécurisation de la décharge, la régénération du site et sa conversion en aire de loisirs, la collecte sélective des ordures et la valorisation de celles-ci.

La régénération écologique et la reconversion à des fins récréatives du site incriminé débutent en janvier 1998. L'opération comporte quatre volets: le confinement des déchets et la fermeture de la décharge, la décontamination du terrain, la

transformation de celui-ci en parc (aménagement paysager, plantation d'arbres...) ainsi que la création de sentiers et de voies d'accès. Le nouveau parc de Bens a été inauguré en juin 2001. D'une superficie de 60 ha, il joint l'utile à l'agréable et s'inscrit parfaitement dans la démarche d'embellissement qu'a entreprise La Corogne depuis plusieurs années.

Au-delà du coût de l'opération (15,3 millions d'euros dont 10,4 millions fournis par le FEDER), la condamnation de la décharge a exigé des prouesses techniques considérables: il a fallu déplacer et compacter 750 000 m³ de terre, imperméabiliser une surface de 21 ha, y placer 14 km de drains, installer 76 capteurs reliés par 4,5 km de tuyaux permettant d'évacuer les gaz toujours produits par les ordures ainsi enfouies. *«Tout cela a été compliqué par le fait qu'il faille, tout en condamnant l'ancien dépotoir, gérer nos 185 000 tonnes d'ordures ménagères annuelles qui ont continué d'arriver ici jusqu'à la mise en service de l'usine de traitement en septembre 2000»*, insiste Luis Fernando Roade Rodríguez, directeur de l'environnement pour la ville de La Corogne.



Le site de Bens pendant et après les travaux de réhabilitation

Restait à réaliser un autre volet important du projet: la construction de l'usine de traitement des déchets, qui s'est échelonnée d'octobre 1998 à décembre 2003 sur une colline adjacente au parc. L'usine de Nostián a cette particularité que, pour produire annuellement 6 mégawatts d'électricité, elle utilise comme combustibles le méthane généré par 40 % des déchets organiques qu'elle reçoit mais aussi le gaz émanant du sous-sol du parc. 60 % des autres déchets organiques sont compostés. Le coût de l'infrastructure a représenté 59,5 millions d'euros dont 10,5 millions pris en charge par le Fonds de cohésion.

Combiner les actions

«Il n'y a plus aucune décharge non contrôlée en Galice. Avec plus de la moitié des déchets traités ou recyclés, notre région est leader en Espagne. Nous avons atteint un niveau comparable à celui de pays comme l'Allemagne. Voilà un résultat concret du Fonds de cohésion!» proclame Daniel Otero, directeur de l'usine. *«Notre objectif est de valoriser 65 % de*

ce que nous collectons mais, aussi loin qu'on puisse le prévoir pour l'instant, il n'existe aucune méthode de traitement qui permette le "zéro déchet". Les solutions se trouvent en amont, dans les comportements: chacun doit réduire sa propre poubelle.»

Tout comme la Sogama qui organise des émissions de radio hebdomadaires à cet égard, l'usine de traitement de Nostián est en permanence impliquée dans des actions de sensibilisation et d'éducation environnementales. Les services de l'environnement de La Corogne disposent ainsi d'un «écobus» qui circule à travers la ville. 20 000 écoliers sont régulièrement touchés par ces campagnes. «On a également procédé à la distribution de poubelles facilitant le tri des déchets ménagers. Il faut combiner les actions», fait remarquer Javier Ramirez, agent environnemental à la ville.

Combiner les actions, c'est aussi l'avis de Covadonga Salgado, sous-directrice du Centre de contrôle de la qualité du milieu marin de Galice. *«La sensibilisation des populations doit accompagner le fonctionnement des grandes infrastructures environnementales comme celles que cofinance le Fonds de cohésion. D'autres projets européens plus modestes, qui ont aussi un rôle démonstratif, peuvent y être associés. Je pense au projet LIFE de recyclage des déchets de poisson auquel nous participons à Vilagarcía de Arousa. Ce projet est encore plus important d'un point de vue pédagogique que d'un point de vue écologique: il nous apprend que gérer les déchets, c'est d'abord en produire le moins possible.»*

Le plan espagnol des déchets

Un plan national des déchets a été approuvé par le gouvernement espagnol le 7 janvier 2000 en accord avec les Communautés autonomes responsables de la gestion des déchets sur leur territoire respectif.

Les objectifs du plan sont la prévention, la collecte sélective des déchets, la récupération et le recyclage, la valorisation des matières organiques et l'enfouissement des résidus dans des décharges contrôlées. La mise en œuvre du plan est financée grâce à la contribution du Fonds de cohésion. Plans national et régionaux confondus, c'est plus de 1,1 milliard d'euros que le Fonds de cohésion a fourni à l'Espagne entre 2000 et 2003 pour le traitement des déchets. Ont été privilégiés les projets de gestion des déchets solides urbains issus de la collecte sélective, les usines de compostage et de recyclage, la récupération des pneus et les installations de tri.



Irlande

«L'estuaire du Shannon aux petits soins»

Seamus Ryan, ingénieur en chef, Limerick Main Drainage



La ville de Limerick est située dans le centre-ouest de l'Irlande, à 80 km environ de l'embouchure du Shannon. L'influence des marées se fait sentir jusqu'à un point légèrement en amont de la ville. Depuis sa fondation par les Vikings, les égouts se déversent directement dans le Shannon, le plus grand fleuve d'Irlande, dont le débit généreux permet une bonne dilution des effluents et minimise l'impact sur la qualité de l'eau. La population de Limerick et de ses environs — 100 000 habitants — croît au rythme de 1,7 % par an.

La ville projetait de traiter ses eaux usées depuis un certain temps déjà, mais la construction d'une station d'épuration et d'un réseau de collecte pour cinquante déversoirs s'avèrait particulièrement coûteuse et complexe. La directive 97/271/CEE, qui impose le traitement secondaire pour les villes de la taille de Limerick riveraines d'un estuaire, et les financements européens au titre de la cohésion vont donner l'impulsion nécessaire à la réalisation des travaux.

En plus d'assurer la conformité à la directive 97/271/CEE, le chantier participera à la réalisation du Shannon Estuary Water Quality Plan, lequel couvre l'ensemble de l'estuaire et définit les critères et normes de qualité de l'eau qui doivent être respectés en vue de protéger les diverses finalités et utilisations de l'estuaire du Shannon. Le projet permettra également le futur développement résidentiel, commercial et industriel de la ville et de ses environs.

Comme le projet s'étend sur de grandes parties des territoires adjacents administrés par les comtés de Limerick et de Clare, les trois collectivités ont travaillé de concert au projet, avec la municipalité de Limerick comme chef de file.



La station d'épuration de Bunlicky

Dès la planification, les promoteurs se sont engagés à prendre toutes les précautions pour sauvegarder le patrimoine local et les habitats sensibles se trouvant à proximité du chantier. Pour commencer, des fouilles archéologiques ont mis

au jour plus de 10 000 objets, dont les plus beaux sont exposés au musée municipal de Limerick.

Le Shannon et les zones humides attenantes sont reconnus comme un espace naturel d'intérêt européen. À cet égard, le projet contribuera à l'amélioration de la qualité de l'eau du fleuve et à la protection de nombreuses espèces d'oiseaux, poissons et invertébrés. Les responsables du projet ont également pris des mesures spéciales pour protéger deux espèces végétales rares et une série d'habitats fragiles dans la périphérie de la ville. L'une de ces espèces, le *Triangular Club Rush*, n'existe qu'en un seul exemplaire dans les îles britanniques et risque l'extinction. Les égouts sont détournés pour ne pas perturber cette plante et le déversoir de la station d'épuration de Bunlicky a été déplacé vers l'aval pour une protection maximale de cette espèce rare. De plus, certaines zones humides ont été agrandies pour améliorer l'équilibre écologique de la région.

La station d'épuration possède une capacité nominale de 130 000 EH ⁽¹⁾ avec un débit temps sec de 29,250 m³/jour et un débit maximal de 865 l/s. Elle est capable de traiter une charge organique de 7 800 kg DBO/jour ⁽²⁾. Les boues résultant des traitements primaire et biologique du processus sont déshydratées et séchées par centrifugation à l'air chaud. La température de l'air d'admission est d'environ 545 °C et les boues qui en sortent sous forme de granulés sont à plus de 80 °C. L'association des facteurs durée/température permet la destruction des pathogènes dans les boues et donne un produit pasteurisé qui peut être utilisé pour les pelouses, les jardins, l'horticulture, l'agriculture ou la sylviculture.

Par ailleurs, le projet comprend la construction de 48 km d'égouts, dont des conduites présentant un diamètre de 2,7 m, et un centre de pompage d'une capacité de 11 800 l/s (débits de tempête inclus). La dérivation posée en tranchée dans le fond de l'Abbey River a été enrobée de béton et un barrage-déversoir a été construit en utilisant cette base de béton. Le barrage de Limerick rend désormais le Shannon navigable sur toute sa longueur.

La décision de combiner la construction de l'égout et du barrage a permis de réduire considérablement le coût total. Celui-ci sera légèrement supérieur à 200 millions d'euros, avec une intervention du Fonds de cohésion à concurrence de 85 % pour la station d'épuration principale, la station de pompage et quelques canaux de dérivation. Le reste des dépenses est couvert par le ministère irlandais des finances dans le cadre du plan national de développement 2000-2006.

Contact: sjryan@limerickcity.ie

Internet: <http://www.lmdpo.com>

⁽¹⁾ EH (équivalent habitant): unité de mesure correspondant à l'eau usée journalière d'un habitant ou son équivalent en provenance d'une entreprise et autre collectivité.

⁽²⁾ DBO (demande biochimique en oxygène): unité de mesure de la qualité de l'eau et de la clarification atteinte aux divers stades d'épuration biologique des eaux usées.

Madère (Portugal)

«Le Fonds de cohésion, un levier pour le développement durable des régions ultrapériphériques»

João Reis, président de l'autorité portuaire de la Région autonome de Madère



Pour favoriser leur développement durable, les régions ultrapériphériques insulaires de l'Union européenne et parmi elles la

Région autonome de Madère (RAM) sont fortement dépendantes de leur accessibilité. Consciente de cette réalité, l'Union apporte sa contribution financière à la construction et à la modernisation de leurs infrastructures. Le Fonds de cohésion joue à cet égard un rôle particulièrement évident, dont l'une des illustrations les plus récentes est l'agrandissement de l'aéroport international de Madère.

Mais dans une région insulaire et périphérique telle que Madère, une place importante revient également aux infrastructures portuaires. Tout d'abord en tant que plate-forme du trafic régulier de marchandises, mais aussi comme facteur de développement du secteur touristique, en particulier pour les navires de croisière et les activités connexes.

Principale infrastructure portuaire de Madère, le port de Funchal a, tout au long de son existence, rempli cette fonction de façon adéquate, qu'il s'agisse des mouvements de marchandises ou du trafic de passagers. Toutefois, le développement global enregistré par la région au cours des dernières décennies a eu pour conséquence une croissance parallèle du trafic de navires, de marchandises et de passagers qui, vu les limites physiques du port, a provoqué une congestion des opérations portuaires, des conflits entre les différents types de trafics et, de manière générale, une perte de qualité et de compétitivité des prestations de services. Aussi les autorités régionales ont-elles convenu de définir, dans le cadre d'un plan de développement intégré des infrastructures portuaires de la RAM, une solution visant, d'une part, à apporter une réponse immédiate aux contraintes présentes et, de l'autre, à préparer la région à faire face aux défis à plus long terme.

L'option adoptée a consisté à mettre à profit les investissements déjà réalisés dans une infrastructure portuaire existante à Caniçal et conçue à l'origine pour desservir la zone franche industrielle. L'idée est de transformer, à travers un programme d'achat d'équi-

pements, de construction de môles et de terre-pleins, le port de Caniçal en un nouveau port commercial de Madère, de taille suffisante pour absorber le trafic actuel et futur. Conjointement, il s'agit de libérer le port de Funchal pour le dédier à la navigation de plaisance et aux activités touristiques associées. L'autorité portuaire a donc présenté à la Commission européenne un projet de construction du port commercial de Caniçal, d'un coût total de 73,5 millions d'euros, pour lequel un cofinancement du Fonds de cohésion de 42,6 millions d'euros a été approuvé.

À l'heure actuelle, les autorités nationales procèdent encore à l'examen de trois autres projets qui font partie intégrante du plan de développement évoqué plus haut. Les interventions prévues dans ces trois projets comportent la création de la zone d'appui logistique de Porto Novo, la transformation du port de Funchal en port de plaisance destiné aux croisières et aux activités nautiques liées au tourisme (en conformité avec les recommandations du plan de développement touristique de la RAM), et enfin l'aménagement du port de l'île de Porto Santo pour y créer les conditions propices au trafic de passagers et au nautisme récréatif et touristique.

La concrétisation de ces projets permettra de doter Madère d'une chaîne logistique de transports optimisée et adéquatement intégrée, en rejoignant ainsi l'un des objectifs fondamentaux de l'Union: le renforcement de sa cohésion économique, sociale et territoriale au bénéfice de ses citoyens.

Contact: joaoreis@apram.pt

Internet: <http://www.portosdamadeira.com>



Le port de Caniçal

GRÈCE

Rocade de Patras



Coût total: 68 810 508 EUR
Coût éligible: 48 580 218 EUR
Fonds de cohésion: 41 293 186 EUR

«Tronçon de la PATHE (l'autoroute Patras-Athènes-Thessalonique), le nouveau périphérique de Patras est une bénédiction pour la ville et pour les voyageurs. L'ancienne grand-route pénétrait dans la cité, créant des bouchons et entravant l'accès au port. La troisième plus grande ville de Grèce est à présent libérée du trafic de transit (15 000 voitures par jour) et il ne faut plus que 15 minutes pour la contourner, alors qu'on mettait une heure auparavant pour traverser l'agglomération. Sur 18,5 km (dont la moitié financés par le Fonds de cohésion), la rocade ne comporte pas moins de 12 tunnels, 8 viaducs, 9 ponts et 5 échangeurs. Le plus grand soin a été accordé à la sécurité et à l'environnement: plantation d'arbres et autres aménagements paysagers, sites archéologiques protégés, ancienne décharge de Patras transformée en aire de loisirs...»

Dimitrios Tassiopoulos, Planning Dpt. Manager, EYDE Motorway PATHE
 E-mail: pathe@tee.gr

IRLANDE

Gare de Heuston et corridor ferroviaire sud-ouest



Coût total (phase 1): 135 800 000 EUR
Contribution UE (phase 1): 75 000 000 EUR

«La modernisation de la gare de Heuston et du corridor sud-ouest est un des projets privilégiés pour améliorer le réseau ferroviaire autour de Dublin. Pour les usagers, elle facilitera également la distinction entre les trains de banlieue et les trains reliant Dublin et Cork. En ce qui concerne Heuston, la première phase du projet a comporté les travaux suivants: construction et signalisation d'un nouvel ensemble de voies avec passage de 5 à 9 quais, prolongement d'une voie jusqu'à Inchicore, transformation d'une passerelle, extension des galeries marchandes. Une seconde phase concernera la mise en service d'une ligne supplémentaire entre Inchicore et Cherry Orchard ainsi que deux voies additionnelles entre Cherry Orchard et Hazelhatch le long du corridor sud-ouest. Finalisé en février 2004 en respectant le calendrier et le budget prévus, le terminal de Heuston est désormais pleinement opérationnel.»

Tom Finn, directeur de la planification, Iarnrod Éireann
 E-mail: tom.finn@irishrail.ie

ESPAGNE

Élimination du lindane



Coût total: 47 692 231 EUR
Contribution UE: 38 153 785 EUR

«Au fil du temps, les rejets d'une usine de production de lindane (HCH), un puissant insecticide, ont contaminé de vastes superficies sur la rive gauche du Nervión-Ibaizabal, menaçant la population de l'agglomération de Bilbao. Afin de résoudre ce problème, le gouvernement basque a décidé le confinement de la terre contaminée par le lindane et les métaux lourds dans une décharge à haute sécurité et d'y adjoindre une usine de traitement capable de détruire le HCH. Construite grâce à un investissement de 12,5 millions d'euros, l'usine a traité 3 200 tonnes de lindane entre 1999 et 2001, permettant déjà l'assainissement et la récupération de 191 480 m² de terrains.»

José Luis Aurrecoechea Urquijo, directeur général, IHOBE, Société publique de gestion environnementale du gouvernement basque
 E-mail: dgeneral@ihobe.net

PORTUGAL

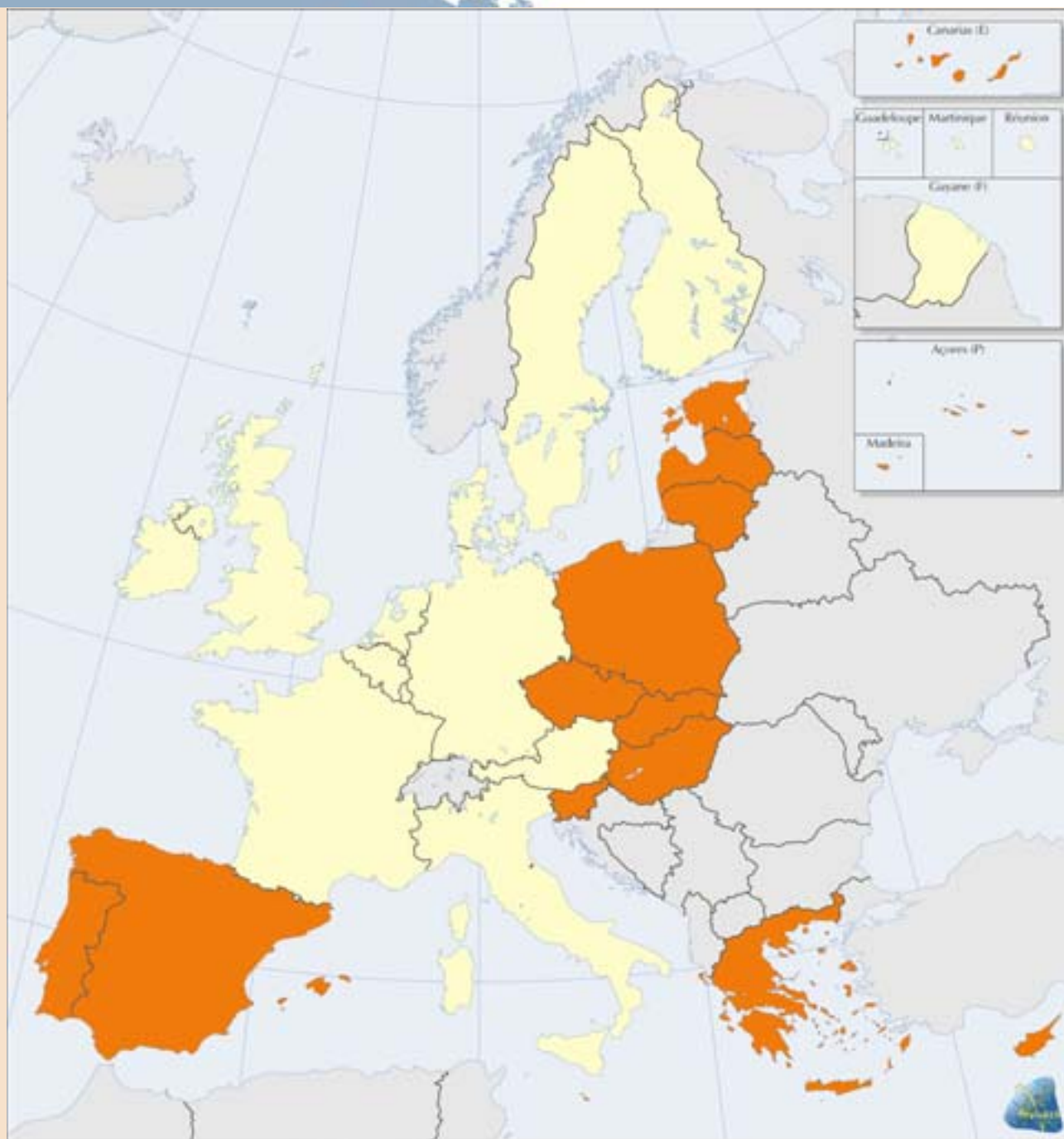
Approvisionnement en eau et assainissement dans l'Alto Zêzere e Cõa



Coût total: 178 403 880 EUR
Contribution UE: 112 394 450 EUR

«Le système intercommunal d'approvisionnement en eau et d'assainissement de l'Alto Zêzere e Cõa opère dans le district de Guarda et une partie du district de Castelo Branco (Beira Interior, Région du Centre). Ce projet du Fonds de cohésion a pour but de répondre, en quantité comme en qualité, aux besoins de la consommation publique d'eau dans cette zone tout en remédiant aux carences du traitement des eaux usées, surtout en ce qui concerne les effluents industriels. En assurant une gestion durable et en adoptant des solutions optimales dans ces domaines, le projet aidera à améliorer l'environnement ainsi que la qualité de vie des populations et favorisera ainsi le développement socio-économique de la région. Il faut souligner en particulier la contribution du projet à la réduction des pollutions industrielles et à la préservation des écosystèmes.»

Arménio de Figueiredo, ingénieur, Président du conseil d'administration de Águas do Zêzere e Cõa SA
 E-mail: a.figueiredo@adp.pt



Les pays de la cohésion (2004-2006)

- Pays bénéficiaires du Fonds de cohésion
- Autres États membres

0 100 200 km

© EuroGeographics Association for the administrative boundaries

Troisième Forum européen sur la cohésion

Un temps fort pour l'avenir des régions

Les 10 et 11 mai 2004, la Commission a organisé à Bruxelles le troisième Forum européen sur la cohésion. Cet événement majeur a permis de recueillir les contributions de l'ensemble des acteurs du développement régional sur la réforme de la politique de cohésion proposée par la Commission, pour la période 2007-2013, dans le cadre de l'Europe élargie. Il en ressort un consensus fort, tant sur le bien-fondé de cette politique que sur ses futures priorités et sur sa mise en œuvre décentralisée et simplifiée.

Ils étaient environ 1 200, au siège bruxellois du Parlement européen, venus de 28 États pour prendre part à ce troisième Forum européen sur la cohésion. Un événement important qui illustre la proximité de la politique régionale et de cohésion vis-à-vis des collectivités territoriales, ainsi que la capacité de cette politique à mobiliser les énergies dans les domaines les plus divers et à tous les échelons.

Au niveau national, outre des membres de gouvernements (dont les Premiers ministres hongrois et tchèque), on comptait environ 350 membres de secrétariats d'État et services ministériels ainsi qu'une cinquantaine de missions ou représentations permanentes d'États auprès de l'UE. Les régions et collectivités territoriales formaient quant à elles un contingent de quelque 520 participants, avec environ 270 représentants d'autorités régionales ou locales — dont une quarantaine de villes —, 180 membres de bureaux des régions à Bruxelles et 70 associations de représentation régionale ou locale à l'échelle européenne, inter-régionale ou intermunicipale. À cela s'ajoutaient une cinquantaine d'organisations à vocation socioprofessionnelle, sociale, syndicale ou environnementale, une quarantaine d'agences de développement, des centres d'études, etc. Et bien sûr les institutions européennes: Parlement, Comité des régions, Comité économique et social européen, Banque européenne d'investissement, sans oublier la Commission européenne.

Les débats, consacrés aux propositions de réforme de la politique de cohésion présentées par la Commission le 18 février 2004 dans les conclusions du *Troisième rapport sur la cohésion économique et sociale*, se sont répartis en deux ateliers sur les thèmes suivants: «Fixer un nouvel agenda: les futures priorités pour la politique de cohésion» (atelier n° 1) et «Réformer le système de mise en œuvre: simplification et décentralisation» (atelier n° 2).

Un large soutien à la politique de cohésion et aux propositions de la Commission

Les interventions dans l'atelier n° 1 et en séance plénière ont montré que la politique de cohésion est très largement soutenue par les États, les régions et les villes. Cinq points essentiels s'en dégagent:



Le Forum en session plénière

> **Un consensus fort sur les nouvelles priorités.** Un large accord s'est manifesté en faveur des trois priorités communautaires proposées pour les actions structurelles après 2006 — convergence, compétitivité, coopération — et sur la réorientation de la politique de cohésion en vue d'intégrer, dans les priorités nationales et régionales, les «objectifs de Lisbonne et de Göteborg»: compétitivité liée à l'innovation, formation tout au long de la vie, économie de la connaissance, développement durable.

Dans ce cadre, la poursuite du cofinancement des ressources physiques et humaines, en particulier pour les nouveaux États membres, est apparue comme une condition du rattrapage des écarts de développement, sans préjudice d'un soutien transitoire aux régions victimes de l'«effet statistique» de l'élargissement (c'est-à-dire passées au-dessus du seuil de 75 % du PIB moyen de l'UE).

Des inquiétudes ont été exprimées au sujet des risques de désindustrialisation et de délocalisation que présente la globalisation économique — d'où un appel lancé notamment à la politique de la concurrence pour stimuler une politique industrielle plus volontariste, qui prenne en compte les déséquilibres fiscaux entre pays.

> **La solidarité européenne au cœur du débat.** Un débat difficile s'annonce par ailleurs quant au niveau de la solidarité. Deux attitudes s'opposent: d'un

côté, un fort soutien aux propositions financières de la Commission et, de l'autre, le point de vue minoritaire de quelques États membres qui considèrent que la politique de cohésion doit se limiter à l'effort de convergence, et essentiellement pour les seuls nouveaux pays adhérents. Cette approche, qui part de critères budgétaires, n'est pas celle des régions de ces mêmes États membres. Un débat interne entre niveaux national et régional s'impose donc dans les États membres pour définir une approche cohérente.

- > **Les spécificités territoriales.** De nombreux intervenants se sont prononcés en faveur d'une prise en compte accrue des spécificités territoriales: les régions ultrapériphériques doivent pouvoir bénéficier d'une allocation spécifique et de la coopération de grand voisinage; les zones septentrionales à très faible densité de population nécessitent un soutien financier renforcé; les territoires à handicaps naturels (îles, zones de montagne, zones rurales peu peuplées) doivent de même faire l'objet de mesures *ad hoc*. L'ajout, dans le projet de traité constitutionnel, de l'objectif de cohésion territoriale emporte l'approbation générale.
- > **La dimension urbaine.** Le Forum a aussi été l'occasion d'un plaidoyer pour renforcer la dimension urbaine de la politique de cohésion: revitalisation économique et sociale des quartiers en crise, meilleure intégration de la politique urbaine dans son contexte régional, avec une plus grande responsabilisation des villes dans la conception et la gestion des programmes et avec un effort financier plus significatif.
- > **Coopération territoriale et politique de «voisinage».** Enfin, on note un soutien très marqué au nouvel objectif de coopération territoriale européenne. Certains ont toutefois appelé la Commission à réfléchir aux modalités de la coopération interrégionale au niveau communautaire, aux aspects juridiques de cette coopération, ainsi qu'au nouvel instrument de voisinage qui permettra l'articulation entre la politique de cohésion et la politique extérieure.

Une politique plus proche du terrain, une gestion plus simple et plus efficace

Concernant le système de mise en œuvre des actions structurelles, les débats de l'atelier n° 2 ont également fait ressortir un très large accord avec les propositions de la Commission en faveur d'une politique de cohésion plus décentralisée, simplifiée, bien gérée.

- > **Décentralisation.** Les participants ont mis en avant le principe que, dans la mise en œuvre de la politique de cohésion, le citoyen doit être placé au centre. Ils ont souligné l'importance du partenariat pour assurer la coordination entre les acteurs du développement régional. L'octroi de plus de responsabilités à ces acteurs — l'implication plus forte des régions, des villes, des collectivités locales — passe par une plus grande décentralisation. C'est le souhait général, même si l'on a fait valoir que la décentralisation doit être opérationnelle et donc tenir compte

des réalités locales, en particulier dans les nouveaux États membres, où elle ne doit pas être trop rapide.

Le besoin de décentralisation a pour contrepartie — largement reconnue — la nécessité d'une approche plus stratégique autour des priorités de l'Union. Sans oublier, a-t-on noté, de veiller à une bonne articulation entre la politique de cohésion et les autres politiques de l'Union: politique agricole commune, politique de concurrence, etc.

- > **Simplification.** Une réglementation claire et transparente est la condition clé d'une simplification à laquelle tous aspirent, même si l'on est conscient qu'il a été inévitable d'ajuster et de compléter les réglementations au fil des années et que «simplifier est une tâche complexe». La crainte s'est exprimée qu'une simplification à un niveau entraîne une complexité accrue à d'autres. Au vu des problèmes apparus dans le passé, un grand soin doit être apporté aux détails de définition et aux précautions d'interprétation d'un système de mise en œuvre simplifié et décentralisé. Le critère essentiel est de faire coïncider simplification et subsidiarité ⁽¹⁾.

La simplification financière (1 programme, 1 fonds) répond également aux attentes générales, de même que la proportionnalité et l'efficacité du contrôle et du suivi. Avec toutefois, en matière de financement, le souci de modalités *ad hoc* pour les programmes les plus complexes. De même, tout en reconnaissant l'utilité de la règle «*n + 2*» selon laquelle les crédits engagés doivent être obligatoirement dépensés dans les deux années qui suivent, des voix se sont exprimées pour que les difficultés de démarrage des grands projets soient mieux prises en compte.

Deux idées fortes

Très globalement, deux idées fortes ressortent du Forum:

- > **La cohésion est au cœur des efforts de l'Union** pour améliorer la performance et la compétitivité de l'économie européenne, ce qui implique de mobiliser toutes les ressources, toutes les régions, tous les acteurs. Dans ce contexte, l'élargissement est une chance car la croissance économique des nouveaux pays est plus forte que celle des quinze anciens États membres.
- > **La politique de cohésion de l'avenir doit être plus ciblée, plus décentralisée et plus simple qu'aujourd'hui.**

Toutes les contributions des participants ont été prises en compte par la Commission pour élaborer ses propositions réglementaires présentées le 14 juillet 2004 et destinées à traduire ses orientations de réforme (voir notre article page 7).

Par ailleurs, les «Open Days», journées «portes ouvertes» organisées du 27 au 30 septembre par la DG Politique régionale, le Comité des régions et les représentations des régions à Bruxelles, auront été une autre étape importante du débat sur la future politique de cohésion.

(1) L'article 3, paragraphe b, alinéas 2 et 3 du traité CE modifié par le traité de Maastricht, devenu l'article 5 du traité d'Amsterdam, définit le principe de subsidiarité: «[...] Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire.»

REGIO & Réseaux

Sommet de la ville

La Commission européenne et le gouvernement néerlandais organisent, les 18 et 19 octobre 2004 à Noordwijk/Leiden (Pays-Bas), un *City Summit* (sommet de la ville) où seront débattus: la dimension urbaine des règlements proposés par la Commission pour les Fonds structurels après 2006; les efforts du gouvernement néerlandais pour renforcer la coopération européenne sur les questions urbaines; les résultats de l'audit urbain 2004; les leçons et bonnes pratiques à tirer des programmes URBAN et du réseau Urbact.

Regio-City-Summit@cec.eu.int

«Open Days 2004»

Le programme d'ateliers organisés par la DG Politique régionale dans le cadre des journées portes ouvertes «Open Days 2004», les 28 et 29 septembre à Bruxelles, a attiré plus de 400 acteurs de la politique régionale. Sur le thème «Gérer le développement régional», 30 ateliers ont cherché à favoriser les transferts d'expériences et de savoir-faire entre «anciens» et «nouveaux» États membres en matière de Fonds structurels. 60 présentations d'experts provenant de toute l'Union européenne ont porté sur l'un ou l'autre des dix domaines suivants: la gestion des programmes et la sélection des projets; la gestion du Fonds de cohésion; la coopération entre régions; le développement urbain; les dimensions particulières du développement (les infrastructures, l'innovation, la R & D, l'appui aux petites et moyennes entreprises); la mise en œuvre des partenariats régionaux; le suivi et l'évaluation des programmes; la gestion et le contrôle financiers; le renforcement de la capacité administrative; l'information et la transparence. Les contributions écrites et les diapositives de présentation ont été rassemblées à l'adresse:

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/opendays/

Communiquer sur les Fonds structurels

Un *Guide pratique de la communication sur les Fonds structurels 2000-2006* destiné aux autorités de gestion est désormais en ligne en versions allemande, anglaise et française sur le site Inforegio à l'adresse:

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/country/commu/index_fr.htm

Premier rapport sur le Fonds de solidarité de l'Union européenne

Le premier rapport annuel sur le Fonds de solidarité de l'Union européenne, couvrant la période fin 2002-fin 2003, est accessible sur le site Inforegio. Créé à la suite des inondations catastrophiques qui ont frappé l'Europe centrale au cours de l'été 2002, le Fonds de solidarité de l'Union européenne est entré en action en novembre de la même année.

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm

Conférence Eurocities

Le réseau européen de villes Eurocities organise sa prochaine conférence annuelle du 10 au 13 novembre 2004 à Vienne (Autriche). La conférence est placée sous le thème «Gaining from vision — Les villes à la recherche d'une nouvelle perspective en vue de la prospérité sociale et économique». Autour de ce thème central, trois aspects seront plus particulièrement abordés: les villes et le modèle social européen; les villes et la prospérité économique de l'Europe; les villes et la dimension institutionnelle et politique de l'Europe.

<http://www.eurocities2004-vienna.at>

Agenda REGIO

Dates	Événement	Lieu
13-15 octobre 2004	Régions compétitives	Rovaniemi (FIN)
18-19 octobre 2004	Le Sommet de la Ville	Noordwijk/Leiden (NL)
25-26 novembre 2004	IV ^e Assises européennes de la montagne	Rodez (FR)
janvier 2005	Le Fonds de solidarité de l'UE et la réponse immédiate aux catastrophes	Bruxelles (BE)

Dernières publications

Un nouveau partenariat pour la cohésion — convergence compétitivité coopération — Troisième rapport sur la cohésion économique et sociale



Disponible en 21 langues.

Au service des régions



Edition 2004 revue et corrigée.

La politique régionale, ses enjeux et ses outils expliqués à chacun, «développeurs» et citoyens.

Disponible en 21 langues.

<http://www.interregnorthsea.org>

Le site web du programme de coopération transnationale Interreg III B North Sea qui couvre différentes régions des sept pays riverains de la mer du Nord (Allemagne, Belgique, Danemark, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède) a été remodelé. Il propose désormais aux différents acteurs impliqués dans les programmes ainsi qu'à un public plus large des informations plus nombreuses et plus détaillées. La carte interactive de la section «Projects in your Area» permet ainsi de prendre connaissance des actions mises en œuvre dans chaque région. La rubrique «The Project Cycle» constitue quant à elle un guide pour conduire un projet, de l'idée de départ à la rédaction du rapport final.



<http://www.oultwood.com/localgov/europe.htm>

Vitrine du savoir-faire de la petite société informatique d'East Anglia qui l'a créé et le gère, le portail «Oultwood Local Government Web Site Index» fournit les liens et adresses électroniques de très nombreuses collectivités territoriales (communes, provinces, régions...) de 19 pays de l'Union européenne, d'Afrique du Sud, d'Australie, de Nouvelle-Zélande ainsi que du Canada et des États-Unis. Un outil très pratique pour trouver sites et réseaux de développement local.



<http://www.insme.it>

Cette adresse permet d'accéder au portail du réseau INSME (International Network for Small and Medium Sized Enterprises/Réseau international pour les petites et moyennes entreprises) qu'anime l'Istituto per la Promozione Industriale (Institut pour la promotion industrielle/IPI), organe du ministère italien des activités productives. INSME vise à favoriser la coopération et les partenariats public-privé pour faciliter le transfert d'innovation et de savoir-faire entre PME européennes. L'IPI anime également au niveau italien un site ayant le même objectif: www.riditt.it



<http://www.ecoregen.org/home/introduction/index.asp>

Soutenu par la DG Environnement, le projet Écoregen vise à faciliter la réhabilitation des friches industrielles et autres terrains abandonnés ou dégradés. L'approche Écoregen consiste à utiliser le potentiel naturel de ces lieux pour créer un environnement facilitant le développement durable et la qualité de vie des habitants. Le site web explique ainsi, étape par étape, comment notamment restaurer un terrain en mauvais état. Accessible en allemand, anglais, espagnol, français et italien, il fournit de nombreux conseils et contacts utiles aux collectivités, organisations, groupes locaux et intervenants impliqués dans une régénération de quartiers de type URBAN par exemple.



Site web Inforegio

Le site web Inforegio fournit un aperçu complet de la politique régionale européenne. Pour les dernières informations, consultez la section «Newsroom»:

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/newsroom/index_fr.htm

Commission européenne
Direction générale «Politique régionale»
Unité 01 - «Information et communication»
Thierry Daman
Avenue de Tervuren 41, B-1040 Bruxelles
Fax (32-2) 296 60 03
E-mail: regio-info@cec.eu.int
Internet: http://europa.eu.int/comm/dgs/regional_policy/index_fr.htm

Informations sur les aides régionales de l'Union européenne
http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm

ISSN 1608-3903

© Communautés européennes, 2004
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Belgium



Office des publications
Publications.eu.int